

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204663]

**5 DECEMBRE 2013. — Convention environnementale relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de déchets de piles et accumulateurs portables et industriels**

Vu la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs;

Vu la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié;

Vu le Code de l'Environnement, Livre I<sup>er</sup>, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, tel que modifié;

Vu la convention environnementale du 22 décembre 2005 relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de piles usagées prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2010;

Vu le protocole d'engagement relatif à la collecte sélective et au traitement des piles du 17 juin 1997 prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2002;

Considérant qu'il convient d'une part, de responsabiliser les secteurs à l'origine de la mise sur le marché de piles et accumulateurs portables et industriels et d'autre part, de favoriser le recyclage des déchets de piles et accumulateurs portables et industriels en vue d'assurer un haut degré de protection de l'environnement;

Considérant qu'il convient de maintenir l'unicité du marché belge des piles et accumulateurs portables et industriels et de tendre vers une approche harmonisée de la gestion des déchets de piles et accumulateurs portables et industriels entre les trois Régions,

Les parties suivantes :

1<sup>o</sup> la Région wallonne, représentée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon et par M. Philippe Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, ci-après dénommée "la Région";

2<sup>o</sup> les organisations représentatives suivantes :

- la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique ASBL, sise à Excelsiorlaan 91, à 1930 Zaventem, représentée par M. Daniel Noé, président et M. Wim Willems, administrateur;

- FEDERAUTO, la Confédération belge du Commerce et de la Réparation automobiles et des Secteurs connexes, sise avenue Jules Bordet 164, à 1140 Bruxelles, représentée par M. Carl Veys, président;

3<sup>o</sup> l'organisme de gestion suivant :

- l'ASBL BEBAT, sise Walstraat 5, à 3300 Tienen, représentée par M. Yves Van Doren, président et M. Peter Coonen, administrateur délégué,

Conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la convention*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. La présente convention fixe les modalités d'exécution de l'obligation de reprise des piles et accumulateurs portables et industriels institué par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets.

§ 2. La convention a pour but de stimuler la prévention et d'optimiser la gestion collective des déchets de piles et accumulateurs portables et industriels par la collecte sélective et le traitement adéquat des déchets de piles et accumulateurs portables et industriels en tenant compte des contraintes organisationnelles, techniques, économiques et écologiques ainsi que des incidences globales sur l'environnement et la santé humaine.

*Section 2. — Concepts et Définitions*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les concepts et définitions, mentionnés dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets s'appliquent à la présente convention.

§ 2. Pour l'application de la présente convention, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié;

2<sup>o</sup> arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, tel que modifié;

3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre de l'Environnement;

4<sup>o</sup> organisme de gestion : association sans but lucratif, en abrégé ASBL, constituée par un(e) ou plusieurs organisations et/ou membres des organisations et ayant pour but de réaliser les objectifs et engagements de la présente convention. Il a pour but statutaire l'exécution de l'obligation de reprise relative aux piles et accumulateurs portables et industriels pour le compte des organisations, des membres et des adhérents conformément aux dispositions de la présente convention et sur base de l'arrêté;

5<sup>o</sup> personne morale de droit public : la personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers;

6<sup>o</sup> membre : tout membre d'une des organisations signataires ayant donné mandat à son organisation et qui, vu ses activités, est soumis à l'obligation de reprise des piles et accumulateurs portables et industriels et confie via un contrat d'adhésion l'exécution de son obligation de reprise à BEBAT;

7<sup>o</sup> adhérent : tout producteur de piles et accumulateurs portables et industriels qui a conclu un contrat d'adhésion avec l'ASBL BEBAT et confie l'exécution de son obligation de reprise à BEBAT;

8<sup>o</sup> pile ou accumulateur : toute source d'énergie électrique obtenue par transformation directe d'énergie chimique, constituée d'un ou de plusieurs éléments primaires (non rechargeables) ou d'un ou de plusieurs éléments secondaires (rechargeables);

9° pile ou accumulateur automobile : toute pile ou accumulateur destiné à alimenter les systèmes de démarrage, d'éclairage ou d'allumage d'un véhicule;

10° pile ou accumulateur industriel : toute pile ou accumulateur conçu à des fins exclusivement industrielles ou professionnelles ou utilisé dans tout type de véhicule électrique;

11° pile ou accumulateur portable : toute pile, pile bouton, assemblage en batterie ou accumulateur qui :

a) est scellé, et

b) peut être porté à la main, et

c) n'est pas une pile ou un accumulateur industriel, ni une pile ou un accumulateur automobile;

12° pile bouton : toute pile ou accumulateur portable de petite taille et de forme ronde dont le diamètre est plus grand que la hauteur et qui est utilisé pour des applications spéciales telles que les appareils auditifs, les montres, les petits appareils portatifs ou comme énergie de réserve;

13° déchet de pile ou accumulateur : toute pile ou accumulateur qui constitue un déchet au sens de l'article 3, 1° de la Directive 2008/98/CE;

14° prévention : la prévention au sens de l'article 2, 7bis du décret;

15° recyclage : le retraitement dans un processus de production des matières contenues dans les déchets, aux mêmes fins qu'à l'origine ou à d'autres fins, mais à l'exclusion de la valorisation énergétique;

16° élimination : une des opérations applicables dont la liste figure à l'annexe II du décret relatif aux déchets;

17° traitement : toute activité effectuée sur les déchets de piles et d'accumulateurs après que ceux-ci aient été remis à une installation de tri, de préparation au recyclage ou de préparation à l'élimination;

18° Office : l'Office wallon des déchets.

### Section 3. — Champ d'application de la convention.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La convention environnementale porte sur toutes les piles et tous les accumulateurs portables et industriels, mis sur le marché par les membres et adhérents des parties signataires et sur tous les déchets de piles et accumulateurs portables et industriels.

§ 2. La distinction entre les piles et accumulateurs portables et les piles et accumulateurs industriels s'effectue sur base d'un arbre de décision établi par l'organisme de gestion et approuvé par l'Office.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La convention lie les parties signataires, ainsi que leurs membres et adhérents.

§ 2. Les parties signataires s'engagent à informer leurs membres et adhérents des obligations découlant de la présente convention. La liste des membres et adhérents liés est tenue à jour et est disponible par voie électronique.

§ 3. Aux fins de transférer l'exécution de tout ou partie de leurs obligations à l'organisme de gestion, les membres et les adhérents signent avec celui-ci un contrat d'adhésion. Le contrat d'adhésion définit les droits et obligations des obligataires qui rejoignent le système collectif mis en place pour l'exécution de l'obligation de reprise en matière de déchets de piles et accumulateurs.

§ 4. Le contrat d'adhésion garantit la non-discrimination ainsi que la non distorsion de concurrence entre les membres et les adhérents, et recherche la simplification administrative dans la mesure du possible. L'organisme de gestion ne peut refuser l'adhésion d'aucun obligataire soumis à l'obligation prévue dans la présente convention, sauf motivation probante et après approbation de l'Office.

Au plus tard deux mois avant la signature du premier contrat d'adhésion, un modèle de contrat d'adhésion est soumis pour avis à l'Office. L'avis de l'Office est contraignant en ce qui concerne le respect des dispositions de la convention environnementale et de la réglementation en vigueur en matière d'environnement. L'organisme de gestion peut s'écarter des recommandations exprimées par l'Office en justifiant dûment les raisons qui le pousse à ne pas suivre l'avis adopté par celui-ci.

En cas de modification du contrat d'adhésion, le nouveau modèle est soumis pour avis à l'Office deux mois minimum avant la signature du premier contrat d'adhésion modifié. Dans un délai de trois mois à dater de la signature de la présente convention environnementale, le comité d'accompagnement, tel qu'institué à l'article 24, examine si le contrat d'adhésion existant est conforme à la convention environnementale.

§ 5. L'organisme de gestion peut exclure un membre ou un adhérent au système collectif pour manquement grave à ses obligations. Les modalités sont explicitées dans le contrat d'adhésion.

§ 6. L'organisme de gestion est tenu des obligations imparties aux obligataires de reprise, membres ou adhérents à l'organisme de gestion, en exécution de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté.

§ 7. Les membres et adhérents s'engagent à ne pas mettre sur le marché des piles et accumulateurs pour lesquels aucune cotisation environnementale n'a été payée ou pour lesquels aucun système effectif de reprise n'a été attesté.

### CHAPITRE II. — Prévention

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme de gestion, les organisations, les membres et les adhérents à la convention environnementale s'engagent à prendre des mesures de prévention qualitative et quantitative.

§ 2. Les mesures de prévention mises en place conformément au présent article font partie du plan de prévention visé à l'article 15. Les initiatives visant à favoriser la prévention quantitative et qualitative portent notamment sur :

- la communication claire et active à l'égard des consommateurs et des fabricants d'appareils concernant les types de piles et accumulateurs qui, à l'intérieur de leur gamme, paraissent les plus appropriées pour certaines applications, compte tenu des caractéristiques techniques des piles et accumulateurs et des applications;

- la sensibilisation concernant l'utilisation appropriée des piles et accumulateurs en vue d'optimiser leur durée de vie;

- l'augmentation de la qualité moyenne des piles et accumulateurs mis sur le marché notamment concernant leur durée de vie, leur capacité et les délais de conservation.

§ 3. L'organisme de gestion, les organisations, les membres et les adhérents à la convention environnementale s'engagent à encourager l'élaboration d'indicateurs efficaces et significatifs sur les mesures de prévention qualitative et quantitative.

§ 4. Le plan de prévention fait l'objet d'une évaluation annuelle par le Comité d'accompagnement, prévu à l'article 24, sur base des indicateurs et des résultats, et, si pertinent, sera adapté en concertation avec toutes les parties.

CHAPITRE III. — *Information et sensibilisation*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En vue d'atteindre les objectifs de la présente convention, l'organisme de gestion, s'engage à mettre sur pied des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'obligation de reprise en matière de piles et accumulateurs portables et industriels.

Les campagnes de sensibilisation sont destinées à tous les groupes de consommateurs, visent à promouvoir l'utilisation appropriée des piles et accumulateurs, et notamment en vue :

- d'éviter l'achat de piles et accumulateurs par l'utilisation d'équipements fonctionnant sur des sources d'énergie plus respectueuse de l'environnement;
- de l'utilisation de piles et accumulateurs rechargeables, qui sont dans beaucoup d'applications les plus appropriés.

§ 2. L'intensité, la forme et le contenu des campagnes d'information et de sensibilisation sont adaptés en fonction des résultats atteints. L'organisme de gestion veille, par des campagnes d'information, à ce que les utilisateurs finaux soient parfaitement informés :

- a) des effets potentiels des substances utilisées dans les piles et les accumulateurs sur l'environnement et la santé humaine;
- b) de l'intérêt de ne pas éliminer les déchets de piles et d'accumulateurs comme des déchets ménagers non triés et de prendre part à leur collecte séparée de manière à en faciliter la gestion et le recyclage;
- c) des systèmes de collecte et de recyclage mis à leur disposition;
- d) du rôle qu'ils ont à jouer dans le recyclage des déchets de piles et d'accumulateurs;
- e) de la signification du symbole de la poubelle sur roues barrée d'une croix et des symboles chimiques Hg, Cd et Pb.

§ 3. L'Office est associé aux projets de campagnes d'information et de sensibilisation à portée régionale ou fédérale dès leur conception.

Les projets de campagne sont soumis pour avis à l'Office qui se prononce conformément à l'article 22. L'avis de l'Office est contraignant en ce qui concerne le respect des dispositions de cette convention environnementale et de la réglementation en vigueur en matière d'environnement. Au cas où les campagnes de sensibilisation et d'information ne seraient pas en concordance avec les dispositions de la présente convention ou préjudiciables à la politique régionale ou aux campagnes d'utilité générale menées par la Région, les organisations sont tenues d'adapter en conséquence les campagnes susvisées.

Sauf décision contraire au niveau du comité d'accompagnement prévu à l'article 24, des campagnes de sensibilisations sont organisées pour les piles et accumulateurs portables d'une part et industriels d'autre part.

§ 4. Le vendeur final doit apposer dans chacun de ses points de vente, et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE", de quelle manière il répond à ses obligations découlant de l'arrêté et de quelle manière l'acheteur peut se défaire de ses déchets. L'obligation d'information du consommateur vaut également lors d'une vente organisée en dehors d'un point de vente. Le matériel de sensibilisation mis à disposition par l'organisme de gestion, est soumis à l'avis préalable de l'Office.

§ 5. Chaque campagne fait l'objet d'une évaluation annuelle par le Comité d'accompagnement prévu à l'article 24.

§ 6. L'organisme de gestion s'engage à organiser ses campagnes d'information et de sensibilisation au moins dans les langues officielles de la Région.

CHAPITRE IV. — *Collecte des déchets de piles et accumulateurs**Section 1<sup>re</sup>. — Collecte des déchets de piles et accumulateurs portables*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La mise en œuvre de la présente convention a pour objectif la collecte maximale des déchets de piles et accumulateurs portables émanant des piles et accumulateurs portables mis sur le marché ou importés pour leur propre usage dans leur(s) établissement(s) par les membres ou adhérents, en vue d'atteindre au minimum les objectifs de l'arrêté.

§ 2. L'organisme de gestion assure la reprise de tous les déchets de piles et accumulateurs portables collectés conformément à cet article.

La stratégie générale de collecte et la logistique de collecte font partie intégrante du plan de prévention et de gestion tel que décrit à l'article 15.

§ 3. L'organisation de la collecte repose sur un réseau de points de collecte composé des détaillants, des écoles, des administrations, des utilisateurs professionnels, des parcs à conteneurs ou d'autres points de collecte. Les points de collecte font l'objet d'un enregistrement auprès de l'organisme de gestion.

§ 4. L'organisme de gestion met à disposition par lien informatique de l'Office la liste actualisée des points de collecte enregistrés. Tout refus d'enregistrement d'un point de collecte doit être motivé auprès du demandeur et les raisons du refus doivent être approuvées au préalable par l'Office. La liste des points de collecte refusés est mise à disposition par lien informatique de l'Office.

§ 5. L'organisme de gestion met les données du registre de déchets de tous les points de collecte, concernant les déchets de piles et accumulateurs portables collectés auprès de ces points de collecte, à disposition de l'Office par lien informatique.

§ 6. L'organisme de gestion s'engage à collecter ou à faire collecter gratuitement et sur base régulière tous les déchets de piles et accumulateurs portables collectés par les points de collecte présents dans la Région ainsi que dans des institutions autorisées à procéder au démantèlement et à la décontamination d'appareils électriques ou électroniques et de véhicules hors usage.

§ 7. Sans préjudice des missions légales des communes et personnes morales de droit public en matière de gestion des déchets ménagers, l'organisme de gestion peut mettre en œuvre pour une durée limitée des projets pilotes pour rechercher des scénarios alternatifs de collecte, favorables pour toutes les parties concernées et qui soient efficaces en termes de coûts et de résultats, dans le but d'augmenter le taux de collecte des déchets de piles et accumulateurs portables. De tels projets pilotes sont soumis au préalable à l'approbation de l'Office. A la fin de la période couverte par un projet pilote, un rapport d'évaluation est établi. Sur base de ce rapport, l'organisme de gestion peut étendre le projet pilote, moyennant approbation préalable de l'Office.

§ 8. L'organisme de gestion s'engage à collecter et à traiter tous les récipients de collecte mis à disposition des consommateurs, quand ceux-ci sont hors service.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Si l'organisme de gestion veut faire appel aux personnes morales de droit public, il doit conclure un contrat avec celles-ci, sur base d'un contrat-type établi par l'organisme de gestion et soumis pour approbation à l'Office.

§ 2. Le contrat définit au minimum les éléments suivants :

- les modalités d'accès et de dépôt gratuit des déchets de piles et accumulateurs portables par l'utilisateur final;
- l'accessibilité des points de collecte;
- la fréquence et le mode de collecte dans les points de collecte;
- le règlement de l'indemnisation des points de collecte en ce compris la couverture des coûts d'infrastructure et de fonctionnement des parcs à conteneurs;
- la mise à disposition, par l'organisme de gestion, des conteneurs nécessaires pour le stockage provisoire des déchets de piles et accumulateurs portables collectés;
- la transparence du système de collecte au niveau du suivi statistique des flux.

#### Section 2. — Collecte des piles et accumulateurs industriels

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, pour la collecte des déchets de piles et accumulateurs industriels au plomb, les détenteurs procèdent à leur remise à des collecteurs ou transporteurs agréés ou à des entreprises de traitement autorisées, ci-après dénommés « opérateurs ».

Les détenteurs et les opérateurs fixent contractuellement l'indemnisation des coûts de collecte et de traitement, à la charge des détenteurs. Le contrat prend en compte les recettes éventuelles que pourrait entraîner la reprise desdits déchets par les opérateurs.

§ 2. L'organisme de gestion conclut avec les opérateurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup> une charte permettant à celui-ci de connaître les quantités de déchets de piles et accumulateurs industriels au plomb ainsi enlevées et de communiquer à l'Office un rapport à ce sujet.

§ 3. Une charte-type est soumise à l'Office pour approbation.

La charte comprend au moins les éléments suivants :

- les critères concernant les capacités économiques, techniques et financières;
- la confirmation que l'opérateur dispose de toutes les autorisations administratives requises pour exécuter le contrat,
- la parfaite conformité avec la réglementation environnementale;
- les objectifs de recyclage existants, ainsi que les normes de traitement éventuelles;
- la disposition que les coûts de collecte et de traitement sont à charge des détenteurs;
- les procédures de rapportage des quantités collectées et traitées, de manière à permettre l'organisme de gestion de rapporter à l'Office conformément à cette convention;
- les procédures de validation des données fournies.

§ 4. L'organisme de gestion transmet à l'Office une liste de tous les opérateurs avec qui une charte a été conclue.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'organisme de gestion peut prévoir le développement d'un système collectif de reprise des autres piles et accumulateurs industriels.

#### CHAPITRE V. — Traitement et recyclage des piles et accumulateurs

**Art. 10.** Objectifs de traitement et de recyclage.

§ 1<sup>er</sup>. Les déchets de piles et accumulateurs collectés doivent être traités conformément à la législation et la réglementation en vigueur au moment du traitement, aux autorisations administratives des opérateurs de traitement et, le cas échéant, au cahier des charges prévu à l'article 12 ou à la charte prévue à l'article 9.

§ 2. Le traitement des matériaux et composants doit au minimum atteindre les objectifs de recyclage visés par l'arrêté.

§ 3. En cas d'exportation de déchets de piles et accumulateurs, la filière et les pourcentages atteints en termes de recyclage, de valorisation et d'élimination sont validés par un bureau de contrôle indépendant accrédité sur la base de la norme ISO 17020.

§ 4. L'organisme de gestion peut mettre en œuvre pour une durée limitée des projets pilotes pour rechercher des scénarios alternatifs de traitement, favorables pour toutes les parties concernées et qui soient efficaces en termes de coûts et de résultats, dans le but de trouver un meilleur équilibre entre la prévention, l'environnement et la gestion des déchets de piles et accumulateurs. De tels projets pilotes sont soumis au préalable à l'approbation de l'Office. A la fin de la période couverte par un projet pilote, un rapport d'évaluation est établi. Sur base de ce rapport, l'organisme de gestion peut étendre le projet pilote, après approbation de l'Office.

§ 5. Les objectifs de recyclage sont évalués d'année en année par le Comité d'accompagnement, prévu à l'article 24. Sur base de cette évaluation, les propositions d'adaptation du taux de recyclage, tenant compte de la meilleure technologie disponible n'entraînant pas de coûts excessifs, peuvent être présentées au Ministre.

#### CHAPITRE VI. — L'attribution des contrats relatifs à la gestion des piles et accumulateurs portables et industriels

**Art. 11.** Attribution de contrats aux opérateurs de collecte et de traitement des piles portables.

Les missions d'une part de collecte et de tri des déchets de piles et accumulateurs portables et d'autre part, de traitement desdits déchets font l'objet de cahiers des charges et de contrats distincts.

Si la convention a des incidences sur l'exécution des contrats existants avec des opérateurs, l'organisme de gestion s'engage à discuter de bonne foi les modifications nécessaires au contrat avec les opérateurs concernés et à adapter le contrat en conséquence.

**Art. 12.** Procédure d'attribution des marchés de gestion des piles portables

§ 1<sup>er</sup>. L'attribution des contrats relatifs à la collecte et au traitement des déchets de piles et accumulateurs portables s'effectue sur la base de cahiers des charges et procédures approuvées préalablement par l'Office et respectant le droit privé applicable, l'égalité de traitement, la transparence, les règles de concurrence, la réglementation et les principes fondamentaux de droit européen en matière d'environnement. Les cahiers des charges sont soumis à l'Office pour approbation dans les six mois qui suivent la signature de la présente convention.

§ 2. Dans ce cadre et à cette fin, l'organisme de gestion applique les principes suivants :

1. les contrats sont passés suivant les principes d'une procédure d'appel d'offres général ou restreint. Si l'organisme de gestion décide de passer le contrat par une procédure d'appel d'offres restreint, cette décision doit être motivée;

2. en cas de procédure restreinte, les organismes de gestion consultent les opérateurs repris dans une liste soumise préalablement à l'Office pour avis. Lors de l'établissement de cette liste, ils respectent les objectifs établis par la Région et vérifient que les opérateurs et leurs sous-traitants établis en dehors de l'Union européenne respectent les normes internationales de travail établies par l'Organisation Internationale de Travail, même si les conventions prévoyant ces normes n'ont pas été ratifiées par l'Etat où le travail s'effectue. Les processus mis en œuvre par les opérateurs sont décrits de manière à prouver l'atteinte des objectifs de la Directive ainsi que les exigences européennes en matière de calcul des rendements de recyclage. L'organisme de gestion transmet aux opérateurs potentiels toute demande d'information formulée par l'Office. L'avis de l'Office est contraignant en ce qui concerne le respect des dispositions de cette convention environnementale et de la réglementation en vigueur en matière d'environnement;

3. les procédures d'attribution des contrats sont décrites dans un document établi par l'organisme de gestion, soumis à l'approbation préalable de l'Office et accessible à toute personne intéressée sur première demande, en français. Ce document précise notamment les critères minimum de sélection pour la capacité économique, technique et financière des candidats, les délais de remise des candidatures et des offres, les modalités de publicité, les critères d'exclusion, les attestations et documents-types requis, la pondération des critères d'attribution et toutes autres informations jugées pertinentes par l'organisme de gestion;

4. l'organisme de gestion prend les mesures nécessaires pour s'assurer des capacités économiques, techniques et financières des candidats et prévoit des critères de sélection à cette fin.

En cas de procédure générale, l'organisme de gestion veille à ce que les soumissionnaires respectent les objectifs établis par la Région et vérifie que les candidats et leurs sous-traitants établis en dehors de l'Union européenne respectent les normes internationales de travail établies par l'Organisation internationale de Travail, même si les conventions prévoyant ces normes n'ont pas été ratifiées par l'Etat où le travail s'effectue. La liste des candidats décrit le processus mis en œuvre par ceux-ci comme décrit au point 2. L'organisme de gestion transmet aux candidats toute demande d'information formulée par l'Office. L'avis de l'Office est contraignant en ce qui concerne le respect des dispositions de cette convention environnementale et de la réglementation en vigueur en matière d'environnement;

5. les cahiers des charges retiennent au minimum comme critères d'attribution le prix, la valeur technique du contenu de l'offre, en ce compris la performance environnementale de l'ensemble des prestations, ainsi que la qualité du service. Ils précisent clairement la pondération des critères.

La valeur technique de l'offre pour le traitement considère entre autres la hiérarchie entre la prévention, le recyclage et la valorisation, la qualité du traitement, l'efficacité énergétique, et la minimisation des déchets résiduels à éliminer.

Les avis de marchés et cahiers des charges prévoient explicitement que les contrats ne seront attribués qu'aux candidats disposant de toutes les autorisations administratives requises pour exécuter le contrat, et en parfaite conformité avec la réglementation environnementale;

6. l'organisme de gestion assure à ses appels d'offres une publicité suffisante. Dans tous les cas, il assure à ses appels d'offres une publicité adéquate, notamment par la diffusion des caractéristiques essentielles du marché et une description de la procédure d'attribution.

Il doit s'assurer que tout candidat potentiel dispose des renseignements utiles et identiques pour présenter sa candidature et pour élaborer son offre. A cet effet, des informations complémentaires communiquées à un candidat après la communication du cahier des charges, sont également communiquées aux autres candidats si ces renseignements sont essentiels pour l'élaboration des offres ou concernent une interprétation du cahier des charges;

7. l'organisme de gestion traite sur pied d'égalité les différents candidats;

8. l'organisme de gestion ne peut utiliser à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont fournies les informations reçues dans le cadre d'appels d'offres;

9. l'attribution du contrat s'opère sur la base des critères et modalités d'attribution déterminés par le cahier des charges, après vérification de l'aptitude des candidats conformément aux critères de sélection éventuels. Le contrat est attribué au candidat qui a remis l'offre régulière la plus intéressante;

10. le choix des opérateurs est communiqué à l'Office pour avis, accompagné d'un rapport motivé et basé sur les critères d'attribution du marché déterminés par le cahier des charges;

11. tout candidat a le droit de prendre connaissance du rapport d'évaluation de son offre;

12. toute modification significative des conditions des contrats conclus est approuvée préalablement par l'Office;

13. en cas de conflit d'intérêt dans le chef d'une personne intervenant dans l'évaluation des offres, le suivi de la procédure d'attribution ou la décision d'attribution d'un marché, ladite personne doit s'abstenir de toute intervention dans la conclusion de ce contrat.

§ 3. Un Comité d'accompagnement de l'attribution des marchés est créé. Il est composé d'un nombre égal de représentants de la Région et de l'organisme de gestion. Il reçoit les rapports de chaque étape importante de la procédure d'attribution des contrats - prise de connaissance des candidatures, prise de connaissance des offres, évaluation des offres finales et attribution des marchés - établis par l'organisme de gestion, et vérifie que la concurrence n'est pas faussée. Il émet, à l'unanimité et avant l'attribution des contrats, un avis aux organes de décision de l'organisme de gestion sur le respect de la procédure d'attribution. A défaut d'unanimité, chaque membre de la Commission peut émettre ses observations, qui sont jointes à l'avis. Cet avis est émis dans le mois suivant la lettre recommandée de l'organisme de gestion invitant les membres de la Commission à se réunir. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 4. Chaque modification dans le processus de traitement après l'attribution des contrats est communiquée préalablement à l'Office. Si cette modification entraîne des effets potentiels sur les résultats de recyclage, la modification proposée est soumise à l'Office pour avis.

L'organisme de gestion transmet aux opérateurs toute demande d'information formulée par l'Office. Les opérateurs sont tenus de répondre dans les quinze jours.

§ 5. Lorsque l'Office est appelé, lors des attributions de marchés, à remettre un avis, il se prononce dans un délai de deux mois à partir de la demande. A défaut de décision ou d'avis passé ce délai, l'organisme de gestion poursuit la procédure. Lorsque l'Office demande un complément d'informations par courrier recommandé, le délai est prolongé d'un mois maximum à partir de la réception des informations sollicitées. En cas de désaccord persistant, le différend est porté devant la Commission des litiges, conformément à l'article 25.

§ 6. Dans l'éventualité où l'organisme de gestion organise un système collectif de reprise des piles industrielles sur base de l'article 9, § 4, l'attribution des marchés suit les mêmes règles que celles décrites à l'article 12, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

Le système collectif doit être transparent, et veiller à maintenir un système ouvert à tous les acteurs sans distorsion de concurrence.

#### CHAPITRE VII. — *L'organisme de gestion*

##### **Art. 13.** Statut de l'organisme de gestion.

§ 1<sup>er</sup>. Les organisations ou leurs membres créent un ou plusieurs organisme(s) de gestion sous forme d'association sans but lucratif, conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

§ 2. Au moins un mandat d'observateur dans le Conseil d'administration de l'organisme de gestion est disponible pour les organisations qui représentent le secteur de la distribution.

##### **Art. 14.** Les tâches de gestion.

§ 1<sup>er</sup>. L'organisme de gestion se charge de toutes les tâches de gestion nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

§ 2. L'organisme de gestion s'engage à atteindre les objectifs de l'arrêté en toute transparence, notamment vis-à-vis de l'Office et du Ministre en respectant la confidentialité des données des entreprises individuelles.

§ 3. En tant qu'observateur permanent de la Région wallonne, l'Office est invité à toutes les réunions du conseil d'administration de l'organisme de gestion et des assemblées générales de celui-ci, et ceci conformément aux dispositions statutaires concernées pour les membres ordinaires des organes de décision. Tous les rapports de ces réunions sont transmis à l'Office dans le mois.

§ 4. L'organisme de gestion cherche à simplifier et à harmoniser la logistique et les procédures administratives. Tous les acteurs concernés peuvent donner leur avis concernant les modalités de fonctionnement de l'organisme de gestion. En outre, l'organisme de gestion élabore des modalités de déclaration simplifiées pour les importateurs qui ne mettent sur le marché qu'une quantité limitée de piles et accumulateurs.

§ 6. L'organisme de gestion souscrit une assurance pour couvrir la responsabilité contractuelle et extra-contractuelle pouvant découler de chacune de ses activités.

§ 7. L'organisme de gestion met sur pied une plate-forme de concertation afin de débattre des problèmes survenus en matière de prévention, de collecte et de traitement des piles et accumulateurs. Cette plateforme de concertation réunit toutes les parties signataires et les associations représentatives des acteurs actifs dans la mise sur le marché la collecte et le traitement des déchets de piles et accumulateurs, pour leur permettre de débattre des problèmes liés à l'exécution de la présente convention. La plate-forme se réunit au moins une fois par an sur la base d'un ordre du jour préalablement établi. Tous les acteurs concernés ont la possibilité d'ajouter des points à l'ordre du jour. Un compte rendu est communiqué à toutes les parties dans les 15 jours qui suivent la tenue de la réunion.

§ 8. Dans tous les cas, l'avis ou l'approbation de l'Office doit être sollicité sur base de documents établis en français.

§ 9. L'organisme de gestion est responsable de l'archivage de l'ensemble du système d'enregistrement des informations opérationnelles. Les données sont conservées pendant une période minimale de cinq ans.

##### **Art. 15.** Le plan de prévention et de gestion.

§ 1<sup>er</sup>. L'organisme de gestion élabore un plan de prévention et de gestion pour la durée de la convention qu'il soumet, en deux exemplaires, à l'Office pour approbation, au plus tard dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente convention.

L'organisme de gestion soumet chaque année pour approbation une actualisation pour l'année calendaire prochaine, et ceci avant le 1<sup>er</sup> octobre.

§ 2. Le plan de prévention et de gestion inclut au moins :

- les mesures entreprises afin d'informer les organisations, les membres et les adhérents à la présente convention de leur obligation;
- les mesures entreprises par les organisations, les membres et les adhérents pour satisfaire à leurs obligations;
- les mesures de prévention visées à l'article 5;
- les mesures d'informations et de sensibilisation visées à l'article 6;
- les objectifs, la stratégie et la logistique mis en place pour optimiser la collecte et le traitement des déchets piles et accumulateurs;
- la méthode de suivi de la collecte et du traitement des déchets de piles et accumulateurs en ce compris les modalités suivies pour l'établissement du rapport annuel visé à l'article 17;
- le budget prévisionnel tel que prévu à l'article 19.

Le plan de prévention et de gestion doit au minimum présenter de façon distincte toutes les dispositions relatives aux piles et accumulateurs portables d'une part et aux piles et accumulateurs industriels d'autre part.

S'il échet, l'organisme de gestion peut également élaborer un plan d'actions spécifique pour les P.M.E.

##### **Art. 16.** Les plans d'exécution annuels et le monitoring des données.

§ 1<sup>er</sup>. L'organisme de gestion s'engage à exécuter le plan de prévention et de gestion. A cet effet, il élabore un plan d'exécution annuel qu'il soumet à l'Office pour approbation, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année précédant l'année de sa mise en application.

§ 2. En collaboration avec l'Office, l'organisme de gestion évalue annuellement les objectifs de prévention, de collecte et de traitement fixés dans la convention environnementale et propose des mesures à intégrer au plan de gestion, en tenant compte notamment :

- des résultats atteints au travers de l'exécution de la convention;
- des progrès technologiques;
- des nouvelles dispositions légales et réglementaires.

§ 3. L'organisme de gestion doit disposer d'un système de monitoring des données relatives à la collecte, au tri et au traitement des déchets de piles et accumulateurs.

L'organisme de gestion veille à ce que le système de monitoring soit contrôlable et accessible par l'Office. Ce système de monitoring doit permettre l'Office de rapporter correctement à la Commission européenne conformément aux dispositions de la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs.

§ 4. L'organisme de gestion doit disposer d'un système d'enregistrement des données relatives aux adhérents et à la mise sur le marché de piles et accumulateurs.

Ce système d'enregistrement doit permettre à l'Office de rapporter correctement à la Commission européenne conformément aux dispositions de la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs.

**Art. 17. Rapportage.**

§ 1<sup>er</sup>. Le rapport annuel

L'organisme de gestion transmet à l'Office un rapport annuel dans les trois mois suivant le terme de l'année civile concernée. Le rapport contient au minimum les informations suivantes :

- l'exécution du plan de prévention et de gestion durant l'année écoulée;
- les données concernant la collecte et le traitement et en particulier :
  - \* la quantité totale, exprimée en kilogrammes, par système chimique et en nombres, des piles et accumulateurs qui ont été mis sur le marché par les membres et les adhérents;
  - \* une évaluation de la composition moyenne, au minimum par matériau, pour les produits ayant été mis sur le marché par les membres et adhérents, ainsi que des substances et composants dangereux mis en œuvre;
  - \* la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des déchets de piles et accumulateurs collectés dans le cadre de l'obligation de reprise, par canal de collecte;
  - \* la quantité totale de déchets de piles et accumulateurs, exprimée en kilogrammes, ayant été confiée aux établissements agréés pour leur traitement, par type de traitement et par catégorie;
  - \* une liste des opérateurs de collecte et de traitement ayant procédé à la collecte des déchets de piles et accumulateurs;
  - \* le mode et l'endroit de traitement des déchets de piles et accumulateurs par procédé de traitement, en ce compris la description qualitative et quantitative des opérations. Le descriptif du procédé de traitement débute à la réception et à l'enregistrement des déchets à traiter et se termine par une description des flux de matériaux provenant de la dernière étape de traitement nécessaire pour faire en sorte que les flux de matériaux soient appropriés pour servir de matière première à l'industrie (primaire) ou pour être valorisés principalement comme combustible. Ceci s'applique à la fois pour les étapes du processus se déroulant au sein même des organisations et pour celles ayant éventuellement lieu chez des tiers clairement identifiés. Si certains flux de matériaux ne sont plus réutilisables, le descriptif du procédé se termine par une description de la composition des flux de déchets à mettre en décharge ou à incinérer, ainsi que de l'endroit du traitement final. Ces descriptifs et ces schémas doivent décrire clairement :
    - ° quelles méthodes (procédés) sont utilisées;
    - ° quelles fractions intermédiaires et finales sont obtenues;
    - ° quels sont les pourcentages pour chacune de ces fractions, avec mention de leur application (réinjection dans le processus de traitement, recyclage, réutilisation, valorisation, etc.) et leur destination;
    - ° la manière dont ces pourcentages sont calculés et déterminés;
    - ° quelle phase du traitement est effectué par l'opérateur avec lequel l'organisme de gestion a conclu un contrat, et quelle phase est sous-traitée éventuellement par cet opérateur;
    - ° l'endroit où chaque phase du traitement a lieu;
    - ° la méthode de captage des polluants éventuels - Cd, Hg -, ...;
  - \* une liste des membres contrôlés, dont un rapport d'évaluation des contrôles effectués est mis à disposition par un lien informatique;
  - la gestion financière, conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises;
  - les autres dispositions du plan de prévention et de gestion.

Un rapportage séparé est réalisé pour les déchets de piles et accumulateurs industriels et pour les piles et accumulateurs portables conformément aux dispositions de l'article 3, § 2.

§ 2. Validation et contrôles

Les données relatives à la collecte et au traitement renseignées dans le rapport annuel et dont il est fait mention dans la convention sont validées par une institution de contrôle indépendante rémunérée par l'organisme de gestion issue d'une liste approuvée par l'Office. Les institutions de contrôle indépendantes sont accréditées sur la base de la norme ISO 17020.

Dans les six mois à partir de la signature de la convention environnementale, l'organisme de gestion conclut avec les institutions de contrôle indépendantes des contrats portant sur le contrôle et la certification de l'exécution correcte des contrats de recyclage qui lient l'organisme de gestion et les opérateurs de traitement.

L'objet du contrôle et la check-list sont approuvés préalablement par l'Office et l'organisme de gestion.

Pour chaque opérateur de traitement, les contrats prévoient au minimum un contrôle annoncé tous les deux ou trois ans. Outre les contrôles annoncés, l'institution de contrôle indépendante doit également pouvoir effectuer des contrôles inopinés à la demande de l'organisme de gestion ou de l'Office.

Les contrats de traitement prévoient une remédiation et une procédure de résiliation en cas de non respect des règles de contrôle ou si l'institution de contrôle indépendante relève des écarts supérieurs à 10 % par rapport aux résultats transmis par l'opérateur aux organisations ou à l'organisme de gestion.

La tâche de l'institution de contrôle indépendante consiste notamment à :

- contrôler les capacités techniques et les ressources humaines qui permettent à l'opérateur de traitement d'assurer ses activités de récupération ou de recyclage;
- donner une description précise des procédés de traitement mis en œuvre;
- vérifier la destination finale des déchets de piles ou accumulateurs, ainsi que les résultats en matière de recyclage obtenus auprès de ces destinataires et faisant l'objet du contrat entre les organisations ou l'organisme de gestion et l'opérateur de traitement;
- procéder à une évaluation des pourcentages obtenus pour le recyclage des produits tels que définis à l'article 8 de la présente convention;
- vérifier la véracité des chiffres et données techniques et financières fournis par l'opérateur en ce qui concerne les flux de déchets entrants dans ses installations et les flux de déchets ou de matériaux qui en sortent.

Pour mener sa tâche à bien, l'institution de contrôle indépendante a accès à toute information, confidentielle ou autre, se rapportant à l'exécution du contrat conclu entre l'organisme de gestion et l'opérateur. L'institution de contrôle est habilitée à procéder à toute inspection, prélèvement d'échantillons, mesure, analyse ou contrôle nécessaire à la bonne exécution de sa tâche.

Chaque contrôle donne lieu, de la part de l'institution de contrôle indépendante, à l'établissement d'un rapport sur les méthodes utilisées pour l'inspection, le prélèvement d'échantillons, les mesures, l'analyse et le contrôle, ainsi que sur la nature des données contrôlées. Le rapport formule un avis motivé concernant l'exécution correcte ou incorrecte des contrats de traitement conclus avec les organismes de gestion, ainsi que sur la fiabilité des données transmises par l'opérateur de traitement. L'institution de contrôle transmet son rapport à l'opérateur afin de lui permettre de formuler ses remarques. Ces remarques sont jointes au rapport. Le rapport final est envoyé simultanément par l'institution de contrôle indépendante aux organismes de gestion et à l'Office et ce, au plus tard trois mois après le contrôle. Le rapport final de chaque contrôle est repris dans le rapport annuel.

L'organisme de gestion veille à ce que l'entité externe ayant été désignée pour rassembler les renseignements précités offre des garanties appropriées pour ce qui concerne la confidentialité du traitement des données communiquées. Un accord de confidentialité est signé à cette fin.

Le contrôle par une institution de contrôle indépendante doit permettre de vérifier si les déchets de piles et accumulateurs confiés à l'organisme de gestion ont été traités de manière correcte et les objectifs de recyclage ont été atteints.

Les contrôles doivent au moins vérifier que les fractions de matériaux résultant du traitement ont effectivement été recyclées et que les fractions de matériaux n'ont été ni stockées pendant un laps de temps indéterminé, ni éliminées.

Le contrôle peut être simplifié en accord avec l'Office pour les sites de traitement certifiés ISO 14.001 ou EMAS.

L'organisme de gestion contrôle au moins une fois tous les trois ans les données de chaque adhérent concernant la mise sur le marché des piles et accumulateurs.

### § 3. Dispositions complémentaires relatives à l'établissement des rapports

Lors de l'établissement des rapports, l'organisme de gestion se porte garant de la confidentialité des données des entreprises individuelles concernées.

Une évaluation est transmise par l'Office à l'organisme de gestion au plus tard 2 mois après le dépôt des rapports annuels.

### Art. 18. Informations à l'égard de l'Office.

§ 1<sup>er</sup>. L'organisme de gestion fournit à l'Office toute information nécessaire à l'exécution de la présente convention.

§ 2. L'Office peut exiger de l'organisme de gestion toute information complémentaire jugée utile par les deux parties à l'évaluation de la réalisation des objectifs de la convention et le contrôle de leur mise en œuvre. L'Office se porte garant de la confidentialité des données transmises.

§ 3. Les contrôleurs de l'obligation de reprise nommés par l'Office peuvent avoir accès facilement et, de préférence en ligne, aux données dont ils ont besoin et en possession de l'organisme de gestion. L'organisme de gestion conclut également les accords nécessaires avec l'Office et les autres administrations régionales compétentes pour la transmission automatique de certains rapports et données déterminées dont ils ont respectivement besoin. La confidentialité des données reste garantie.

## CHAPITRE VIII. — Financement

### Art. 19. Le budget prévisionnel.

§ 1<sup>er</sup>. L'organisme de gestion soumet pour avis à l'Office au plus tard six mois après la signature de la présente convention un budget prévisionnel pour la durée de la convention et conforme à l'arrêté.

Il prévoit en outre des dispositions qui garantissent que le système continue à fonctionner pendant au moins six mois.

§ 2. Le budget prévisionnel comprend au minimum les informations suivantes :

- l'estimation des coûts de la collecte et du traitement des déchets, incluant les recettes éventuelles de recyclage;
- le calcul de la cotisation environnementale et le modèle d'évaluation de celle-ci;
- la manière selon laquelle l'encaissement de la cotisation est réalisé;
- les conditions de révision des cotisations;
- les dépenses inhérentes aux mesures de prévention;
- la motivation des dépenses, par étape de gestion des déchets de piles et accumulateurs;
- l'estimation des coûts de la collecte et du traitement des déchets, incluant les recettes éventuelles du recyclage;
- l'affectation d'éventuels excédents au fonctionnement du système;
- le financement des pertes éventuelles.

§ 3. Chaque année, avant le 1<sup>er</sup> octobre, l'organisme de gestion soumet une version consolidée du budget prévisionnel pour l'année calendaire suivante pour avis à l'Office

§ 4. Toute information complémentaire peut être demandée par l'Office, sur base motivée, à l'organisme de gestion.

Le budget prévisionnel scinde celui dédié aux piles portables d'une part, et aux piles industrielles d'autre part.

§ 5. Chaque année avant le 30 juin, l'organisme de gestion transmet ses bilans et comptes de résultats de l'année écoulée après les avoir préalablement fait certifier par un réviseur d'entreprise.

### Art. 20. La cotisation environnementale.

§ 1<sup>er</sup>. Pour financer les activités de l'organisme de gestion, les membres et les adhérents, paient à celui-ci une cotisation environnementale par pile ou accumulateur lors de la mise sur le marché.

Cette cotisation environnementale est fixée par sorte et type de pile et accumulateur.

Le montant de cette cotisation environnementale est déterminé par l'organisme de gestion, compte tenu des coûts présumés de la gestion de chaque type de déchets de piles et accumulateurs.

Cette cotisation n'est néanmoins pas due pour les piles ou accumulateurs mis sur le marché en Région wallonne et pour lesquels les membres ou les adhérents peuvent fournir la preuve qu'une contribution de collecte et de recyclage a été payée à un système de collecte et de recyclage, créé dans le cadre d'une autre législation belge.

§ 2. La détermination du montant de la cotisation environnementale fait partie du budget prévisionnel. Les éléments constitutifs de l'établissement et de la révision de la cotisation sont soumis à l'Office pour approbation.



§ 3. Le montant de la cotisation environnementale est révisable annuellement.

Les cotisations révisées entrent en vigueur de préférence le 1<sup>er</sup> juillet et exceptionnellement le 3 janvier. Les cotisations révisées sont communiquées au secteur de la distribution 6 mois avant leur entrée en vigueur. En tout état de cause, compte tenu des motivations exprimées en rapport avec les modifications tarifaires, une motivation approuvée par un réviseur d'entreprise est élaborée tous les 2 ans pour ce qui a trait aux besoins de financement de l'organisme de gestion. L'organisme de gestion et la distribution doivent conclure un accord au sujet de la compensation des cotisations sur le stock présent.

§ 4. Les cotisations environnementales, assorties de la mention des montants, sont toujours renseignées sur la facture entre professionnels lors de la vente de piles et accumulateurs.

§ 5. L'organisme de gestion peut à tout moment faire procéder éventuellement, par un bureau indépendant, à des contrôles auprès des canaux de distribution assurant la collecte des déchets de piles et accumulateurs, pour vérifier la bonne exécution du présent article. La procédure du contrôle et le règlement des coûts y liés sont fixés dans la convention d'adhésion.

§ 6. Les membres et adhérents s'engagent à ne pas mettre sur le marché des piles et accumulateurs pour lesquels aucune cotisation environnementale n'a été payée ou pour lesquels aucun système effectif de reprise n'a été attesté.

§ 7. L'organisme de gestion gère les moyens financiers en bon père de famille. Lors du calcul des cotisations environnementales, l'organisme de gestion s'efforce de ne pas constituer ou de ne pas maintenir des réserves excessives.

§ 8. A l'exception des piles industrielles concernées par le système collectif de reprise, les piles et accumulateurs industriels sont sujet à une cotisation administrative qui couvre les frais de gestion de la charte.

#### CHAPITRE IX. — *Rôle de la Région*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de ses missions légales et réglementaires, l'Office assure le suivi de la convention.

§ 2. La Région wallonne prend des initiatives vis-à-vis des autres autorités régionales afin que, dans les trois Régions, la réglementation applicable en matière d'obligation de reprise des piles et accumulateurs soit harmonisée, après concertation avec les secteurs concernés.

§ 3. La Région wallonne s'engage à contrôler la stricte application de l'obligation de reprise par tous les acteurs, ainsi qu'à verbaliser ou sanctionner les infractions.

§ 4. S'il échet, la Région wallonne s'engage à prendre en concertation avec les acteurs concernés des dispositions réglementaires complémentaires afin de permettre la bonne exécution de la convention et de soutenir les initiatives des organisations ou de l'organisme de gestion.

§ 5. La Région wallonne s'engage à prendre en considération la convention environnementale dans l'évaluation des plans individuels de gestion de déchets qui lui sont soumis dans le cadre de l'obligation de reprise des piles et accumulateurs.

**Art. 22.** Procédure d'avis par l'Office.

§ 1<sup>er</sup>. Dans les cas prévus par la convention environnementale, l'organisme de gestion soumet une proposition d'acte à l'Office pour avis. L'Office remet un avis motivé dans les trente jours à compter du jour de la réception de la demande. L'organisme de gestion veille à prendre en considération l'avis de l'Office.

§ 2. A défaut d'avis rendu dans les trente jours à compter de la date de réception de la demande, l'avis est réputé favorable.

§ 3. L'Office doit être consulté à nouveau si l'organisme de gestion s'écarte trop de la proposition initiale.

§ 4. La moitié au moins du délai de trente jours se situe en dehors des périodes de vacances scolaires. Lorsque l'Office demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prolongé de quinze jours à dater de la réception de toutes les informations demandées.

§ 5. La proposition d'acte soumise à l'avis de l'Office est établie en français.

**Art. 23.** Procédure d'approbation par l'Office.

§ 1<sup>er</sup>. Dans les cas prévus par la convention environnementale, l'organisme de gestion soumet une proposition d'acte pour approbation de l'Office. L'Office remet une décision motivée dans les quarante-cinq jours à compter du jour de la réception de la demande. Une décision négative est contraignante lorsqu'elle est dûment motivée par référence aux dispositions de la législation environnementale ou de la présente convention. L'organisme de gestion ne peut s'y opposer qu'en engageant une procédure de recours devant la Commission des litiges, conformément à l'article 25.

Ce recours ne devrait avoir lieu que lorsque la discussion n'a pas permis d'aboutir à un accord.

§ 2. A défaut d'avis rendu dans les quarante-cinq jours à compter de la date de réception de la demande, la décision est réputée favorable.

§ 3. La moitié au moins du délai de quarante-cinq jours se situe en dehors des périodes de vacances scolaires. Lorsque l'Office demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prolongé d'un mois maximum à dater de la réception de toutes les informations demandées.

§ 4. La proposition d'acte soumise à l'approbation de l'Office est établie en français.

#### CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

**Art. 24.** Comité d'accompagnement.

Il est institué un Comité d'accompagnement.

Ce Comité est composé au moins de :

- un représentant du Ministre;
- un représentant de FEDERAUTO;
- un représentant de l'Office;
- un représentant de la FEE;
- un représentant de BEBAT.

Chaque représentant peut se faire remplacer par un suppléant.

Le Comité d'accompagnement prend ses décisions par consensus, et se réunit une fois par trimestre. Des experts peuvent être invités ponctuellement en fonction de l'ordre du jour.

**Art. 25.** Commission des litiges.

§ 1<sup>er</sup>. En cas de contentieux relatif à l'exécution de la convention environnementale entre l'organisme de gestion et la Région wallonne, et lorsque le dialogue n'a pas permis d'aboutir à une résolution du contentieux, une commission des litiges est établie. Cette commission est composée à la demande en fonction de la nature du litige et compte toujours deux représentants de la Région wallonne et deux représentants des organisations ou de l'organisme de gestion. Le président est désigné par consensus par les 4 représentants.

§ 2. Les décisions sont prises par consensus. Si aucune solution ne peut être trouvée au litige, un rapport est transmis au Ministre de l'Environnement.

**Art. 26.** Durée et résiliation de la convention.

La convention environnementale prend fin le 31 décembre 2015 et entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*. Les parties peuvent à tout moment résilier la présente convention, moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 mois. La notification du préavis s'effectue, sous peine de nullité, soit par lettre recommandée à la poste, soit par exploit d'huissier.

Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois suivant le mois de notification.

**Art. 27.** Modifications et renouvellement

§ 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la présente convention environnementale sont adaptées à toute modification éventuelle de la réglementation européenne en matière de piles et accumulateurs ou à toute autre obligation découlant du droit international.

§ 2. Pendant la durée de la convention, les parties peuvent apporter des modifications à la convention, conformément à la procédure prévue par le Code de l'Environnement, Livre I<sup>er</sup>, partie VI, conventions environnementales.

Les modifications à cette convention ne sont valables que s'ils font l'objet d'un accord écrit signé par toutes les parties et mentionnant explicitement la convention.

§ 3. La convention peut être renouvelée conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, Livre I<sup>er</sup>, article D.88.

**Art. 28.** Procédure d'arbitrage et compétence juridictionnelle.

§ 1<sup>er</sup>. En cas de litige et si la Commission des litiges instituée par l'article 25 n'a pas permis d'aboutir à un accord entre les parties concernant l'existence, l'interprétation et l'exécution de la convention, les parties peuvent choisir de faire trancher les litiges conformément à la législation en matière d'arbitrage. S'il n'existe aucun consensus pour recourir à l'arbitrage, le litige est soumis au Tribunal de Première Instance de l'arrondissement judiciaire de Namur.

§ 2. Lorsque les parties optent pour l'arbitrage, le litige est définitivement tranché conformément au règlement d'arbitrage CEPINA ou de tout organisme assimilé, par des arbitres nommés conformément au règlement. Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres. Le siège de la procédure est fixé à Namur. La langue de l'arbitrage est le français.

§ 3. En dérogation du paragraphe 1<sup>er</sup>, la procédure d'arbitrage ne s'applique pas aux litiges relatifs aux factures. Dans ce cas, les parties conviennent avoir chacune le droit d'introduire toute action qu'elles jugent utiles devant les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Namur.

**Art. 29.** Clause pénale

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, constaté par la Région et notifié par lettre recommandée à l'organisme de gestion, celui-ci introduit un plan de remise à niveau à l'Office, dans un délai de deux mois à dater de la notification du constat d'infraction.

Si l'Office refuse le plan, il notifie son avis par courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus. L'organisme est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par l'Office dans un délai d'un mois sous peine d'une sanction financière de 15.000 EUR, sans préjudice du droit pour la Région d'intenter les actions prévues par la législation en vigueur.

Un recours peut être adressé au Ministre contre la décision de l'Office. Le Ministre statue sur ce recours dans un délai de quarante jours.

**Art. 30.** Disposition finale

La convention est conclue à Namur le 5 décembre 2013 et signée par les représentants de toutes les parties dont chacune reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Namur, le 5 décembre 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Pour les organisations :

Le Président,  
M. Daniel NOE  
L'Administrateur,  
M. Wim WILLEMS

Le Président,  
Carl VEYS

Pour l'organisme de gestion :

Le Président,  
M. Yves VAN DOREN  
Le Directeur général,  
M. Peter COONEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204663]

**5. DEZEMBER 2013 — Umweltvereinbarung über die Erfüllung der Rücknahmepflicht für Gerätealtbatterien und -akkumulatoren und Industriebatterien und -akkumulatoren**

Aufgrund der Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Alttakkumulatoren;

Aufgrund der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle in der geänderten Fassung;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches in der geänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle in der geänderten Fassung;

Aufgrund der durch einen Nachtrag bis zum 31. Dezember 2010 verlängerten Umweltvereinbarung vom 22. Dezember 2005 über die Erfüllung der Rücknahmepflicht für ausgediente Batterien;

Aufgrund des durch einen Nachtrag bis zum 31. Dezember 2002 verlängerten Verpflichtungsprotokolls vom 17. Juni 1997 über die getrennte Sammlung und die Behandlung der Altbatterien;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, einerseits für mehr Verantwortungsbewusstsein zu sorgen seitens der Sektoren, die am Ursprung der Vermarktung von Gerätebatterien und -akkumulatoren und von Industriebatterien und -akkumulatoren stehen, und andererseits das Recycling der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren sowie der Industriebatterien und -akkumulatoren zu fördern, um ein hohes Umweltschutzniveau zu sichern;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Einheitlichkeit des belgischen Markts der Gerätebatterien und -akkumulatoren und der Industriebatterien und -akkumulatoren zu erhalten und eine harmonisierte Vorgehensweise in Sachen Bewirtschaftung der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren und der Industrie-Altbatterien und -akkumulatoren zwischen den drei Regionen anzustreben,

haben die folgenden Parteien:

1° die Wallonische Region, vertreten durch Herrn Rudy Demotte, Minister-Präsident der Wallonischen Regierung, und durch Herrn Philippe Henry, Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, nachstehend "die Region" genannt;

2° die folgenden repräsentativen Organisationen:

- die VoG "Fédération de l'Électricité et de l'Électronique" mit Gesellschaftssitz in 1930 Zaventem, Excelsiorlaan 91, vertreten durch Herrn Daniel Noé, Vorsitzender, und Herrn Wim Willems, Verwaltungsratsmitglied;

- die VoG FEDERAUTO, "Confédération belge du Commerce et de la Réparation automobile et des Secteurs connexes", gelegen in 1140 Brüssel, avenue Jules Bordet 164, vertreten durch Herrn Carl Veys, Vorsitzender,

3° die folgende Verwaltungsinanz:

- die VoG BEBAT, gelegen in 3300 Tienen, Walstraat 5, vertreten durch Herrn Yves Van Doren, Vorsitzender, und Herrn Peter Coonen, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied,

Folgendes vereinbart:

#### KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

##### Abschnitt 1 — Gegenstand der Vereinbarung

**Artikel 1** - § 1. Durch vorliegende Vereinbarung werden die Durchführungsmodalitäten der Rücknahmepflicht für Gerätebatterien und -akkumulatoren und für Industriebatterien und -akkumulatoren gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle festgelegt.

§ 2. Ziel der Vereinbarung ist die Förderung der Abfallvermeidung und die Optimierung der gemeinschaftlichen Bewirtschaftung der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren und der Industriebatterien und -akkumulatoren durch deren getrennte Sammlung und geeignete Behandlung unter Berücksichtigung der Einschränkungen hinsichtlich der Organisation, der Technik, der Wirtschaft und der Umweltverträglichkeit sowie der globalen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit.

##### Abschnitt 2 — Begriffe und Definitionen

**Art. 2** - § 1. Die Begriffe und Definitionen, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle, im Buch I des Umweltgesetzbuches und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle angegeben sind, sind auf die vorliegende Vereinbarung anwendbar.

§ 2. Für die Anwendung dieser Vereinbarung gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle in der geänderten Fassung;

2° Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle in der geänderten Fassung;

3° Minister: der Minister für Umwelt;

4° Verwaltungsinanz: Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, abgekürzt VoG, die sich aus einer oder mehreren Organisationen und/oder Organisationsmitgliedern zusammensetzt, und die die Umsetzung der Zielsetzungen und Verpflichtungen dieser Vereinbarung in die Tat zum Ziel hat. Ihr satzungsgemäßes Ziel ist die Erfüllung der Rücknahmepflicht bezüglich der Gerätebatterien und -akkumulatoren und der Industriebatterien und -akkumulatoren auf Rechnung der Organisationen, der Mitglieder und Teilnehmer gemäß den Bestimmungen dieser Vereinbarung und in Anlehnung an den Erlass;

5° juristische Person des öffentlichen Rechts: die juristische Person des öffentlichen Rechts, die territorial für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlich ist;

6° Mitglied: jegliches Mitglied einer der unterzeichnenden Organisationen, das seiner Organisation Vollmacht erteilt hat und das aufgrund seiner Tätigkeiten der Rücknahmepflicht für Gerätebatterien und -akkumulatoren und für Industriebatterien und -akkumulatoren unterliegt und BEBAT durch einen Beitrittsvertrag mit der Erfüllung seiner Rücknahmepflicht beauftragt;

7° Teilnehmer: jeder Erzeuger von Gerätebatterien und -akkumulatoren und von Industriebatterien und -akkumulatoren, der einen Beitrittsvertrag mit der VoG BEBAT abgeschlossen hat und die BEBAT mit der Erfüllung seiner Rücknahmepflicht betraut;

8° Batterie oder Akkumulator: eine aus einer oder mehreren (nicht wiederaufladbaren) Primärzellen oder aus einer oder mehreren (wiederaufladbaren) Sekundärzellen bestehende Quelle elektrischer Energie, die durch unmittelbare Umwandlung chemischer Energie gewonnen wird;

9° Fahrzeugbatterien oder -akkumulatoren: Batterien oder Akkumulatoren für den Anlasser, die Beleuchtung oder die Zündung von Fahrzeugen;

10° Industriebatterien oder -akkumulatoren: Batterien oder Akkumulatoren, die ausschließlich für industrielle oder gewerbliche Zwecke oder für Elektrofahrzeuge jeder Art bestimmt sind;

11° Gerätebatterien und -akkumulatoren: Batterien, Knopfzellen, Batteriesätze oder Akkumulatoren, die

a) gekapselt sind und

b) in der Hand gehalten werden können und

c) bei denen es sich weder um Industriebatterien oder -akkumulatoren, noch um Fahrzeugbatterien oder -akkumulatoren handelt;

12° Knopfzellen: kleine, runde Gerätebatterien und -akkumulatoren, deren Durchmesser größer als ihre Höhe ist und die für besondere Verwendungszwecke wie Hörgeräte, Armbanduhren, kleine tragbare Geräte oder zur Reservestromversorgung bestimmt sind;

13° Altbatterien oder Altakkumulatoren: Batterien oder Akkumulatoren, die Abfälle im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1° der Richtlinie 2008/98/EG sind;

14° Vermeidung bzw. Abfallvermeidung: die Abfallvermeidung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 7bis des Dekrets;

15° Recycling: die Aufarbeitung in einem Herstellungsverfahren der in den Abfällen enthaltenen Stoffe zu den gleichen Zwecken wie den ursprünglichen oder zu sonstigen Zwecken, jedoch mit Ausnahme der Energieaufwertung;

16° Beseitigung: eine der anwendbaren Maßnahmen, die in Anlage II zum Dekret über Abfälle aufgelistet sind;

17° Behandlung: alle Tätigkeiten, die an Altbatterien und Altakkumulatoren nach deren Übergabe an eine Anlage zur Sortierung, zur Vorbereitung des Recyclings oder zur Vorbereitung der Beseitigung durchgeführt werden;

18° "Office": das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle).

### Abschnitt 3 — Anwendungsbereich der Vereinbarung

**Art. 3 - § 1.** Die Umweltvereinbarung betrifft alle Gerätebatterien und -akkumulatoren und alle Industriebatterien und -akkumulatoren, die von den Mitgliedern und Teilnehmern der unterzeichnenden Vertragsparteien auf den Markt gebracht werden, sowie alle Gerätealtbatterien und -akkumulatoren und alle Industrialaltbatterien und -akkumulatoren.

§ 2. Die Gerätebatterien und -akkumulatoren werden von den Industriebatterien und -akkumulatoren aufgrund eines von der Verwaltungsinstanz festgelegten und vom "Office" genehmigten Entscheidungsbaums unterschieden.

**Art. 4 - § 1.** Die Vereinbarung bindet die unterzeichnenden Parteien sowie ihre Mitglieder und Teilnehmer.

§ 2. Die unterzeichnenden Parteien verpflichten sich, ihre Mitglieder und Teilnehmer von den Verpflichtungen in Kenntnis zu setzen, die sich aus dieser Vereinbarung ergeben. Die Liste der Mitglieder und gebundenen Teilnehmer wird aktualisiert und ist in elektronischer Form verfügbar.

§ 3. Um die Durchführung all ihrer Verpflichtungen oder eines Teils davon auf die Verwaltungsinstanz zu übertragen, unterzeichnen die Mitglieder und Teilnehmer mit ihr einen Beitrittsvertrag. Im Beitrittsvertrag werden die Rechte und Pflichten der Rücknahmepflichtigen definiert, die sich dem zum Zwecke der Erfüllung der Rücknahmepflicht für Batterien und Akkumulatoren eingeführten Kollektivsystem angeschlossen haben;

§ 4. Der Beitrittsvertrag garantiert das Diskriminierungsverbot sowie die Wettbewerbsneutralität zwischen den Vertragsparteien und den Teilnehmern und strebt im Rahmen des Möglichen nach administrativer Vereinfachung. Die Verwaltungsinstanz kann keinem Rücknahmepflichtigen, der in dieser Vereinbarung vorgesehenen Rücknahmepflicht unterworfen ist, den Beitritt verweigern, außer aus schwerwiegenden Gründen und nach Genehmigung des "Office".

Spätestens zwei Monate vor Unterzeichnung des ersten Beitrittsvertrags wird ein Muster des Beitrittsvertrags dem "Office" zur Begutachtung unterbreitet. Das Gutachten des "Office" ist zwingend, was die Einhaltung der Bestimmungen der Umweltvereinbarung und der geltenden Umweltgesetzgebung betrifft. Die Verwaltungsinstanz kann von den durch das "Office" ausgesprochenen Empfehlungen abweichen, sofern die Gründe gebührend gerechtfertigt werden, aus denen sie das vom "Office" angenommene Gutachten nicht befolgt.

Im Falle einer Änderung des Beitrittsvertrags wird das neue Muster dem "Office" spätestens 2 Monate vor der Unterzeichnung des ersten geänderten Beitrittsvertrags zur Begutachtung unterbreitet. Innerhalb einer Frist von drei Monaten nach Unterzeichnung der vorliegenden Umweltvereinbarung überprüft der in Artikel 24 eingerichtete Begleitausschuss, ob der bestehende Beitrittsvertrag mit der Umweltvereinbarung übereinstimmt.

§ 5. Die Verwaltungsinstanz kann ein Mitglied oder einen Teilnehmer des Kollektivsystems ausschließen, wenn es bzw. er seine Pflichten ernsthaft versäumt. Die Modalitäten werden in dem Beitrittsvertrag erläutert.

§ 6. Die Verwaltungsinstanz ist verpflichtet, die Pflichten zu erfüllen, die den Rücknahmepflichtigen, Mitgliedern oder Teilnehmern der Verwaltungsinstanz in Ausführung von Artikel 4 § 1, Absatz 3 des Erlasses auferlegt werden.

§ 7. Die Mitglieder und Teilnehmer verpflichten sich, keine Batterien und -akkumulatoren auf den wallonischen Markt zu bringen, für die kein Umweltbeitrag bezahlt worden ist, oder für die kein effektives Rücknahmesystem bestimmt worden ist.

### KAPITEL II — Vorbeugung

**Art. 5 - § 1.** Die Verwaltungsinstanz, die Organisationen, die Mitglieder und Teilnehmer der Umweltvereinbarung verpflichten sich, qualitative und quantitative Abfallvermeidungsmaßnahmen zu treffen.

§ 2. Die gemäß diesem Artikel eingeführten Abfallvermeidungsmaßnahmen gehören zu dem in Artikel 15 angeführten Abfallvermeidungsplan. Die Initiativen zur Förderung der quantitativen und qualitativen Abfallvermeidung beziehen sich insbesondere auf

- eine klare und aktive Kommunikation gegenüber den Verbrauchern und Herstellern von Geräten bezüglich der Batterie- und Akkumulatortypen, die innerhalb ihres Sortiments für bestimmte Anwendungen unter Berücksichtigung der technischen Eigenschaften der Batterien und Akkumulatoren und der Anwendungen am geeignetsten erscheinen;

- die Sensibilisierung für die geeignete Verwendung der Batterien und Akkumulatoren, um ihre Lebensdauer zu optimieren;

- die Verbesserung der durchschnittlichen Qualität der auf vermarkteten Batterien und Akkumulatoren, insbesondere was ihre Lebensdauer, ihre Leistungsfähigkeit und die Bewahrungsfristen betrifft.

§ 3. Die Verwaltungsinstanz, die Organisationen, die Mitglieder und Teilnehmer der Umweltvereinbarung verpflichten sich, die Entwicklung wirksamer und aussagekräftiger Indikatoren über die qualitative und quantitativen Abfallvermeidungsmaßnahmen zu fördern.

§ 4. Der Vermeidungsplan ist Gegenstand einer jährlichen Bewertung von dem in Artikel 24 vorgesehenen Begleitausschuss auf der Grundlage der Indikatoren und Ergebnisse und wird, falls relevant, im Einvernehmen mit allen Parteien angepasst.

#### Titel VI — Information und Sensibilisierung

**Art. 6 - § 1.** Im Hinblick auf die Erreichung der Ziele dieser Vereinbarung verpflichtet sich die Verwaltungsinstanz dazu, Informations- und Sensibilisierungskampagnen über die Rücknahmepflicht für Gerätebatterien und -akkumulatoren und Industriebatterien und -akkumulatoren zu organisieren.

Die Sensibilisierungskampagnen sind für alle Verbrauchergruppen bestimmt und zielen darauf ab, eine geeignete Verwendung der Batterien und Akkumulatoren zu fördern, d.h. insbesondere

- die Vermeidung des Erwerbs von Batterien und Akkumulatoren durch die Verwendung von Ausrüstungen, die mit umweltschonenderen Energiequellen funktionieren;
- die Verwendung wiederaufladbarer Batterien und Akkumulatoren, die in vielen Anwendungen am geeignetsten sind.

§ 2. Die Intensität, die Form und der Inhalt der Informations- und Sensibilisierungskampagnen werden je nach den erzielten Ergebnissen angepasst. Die Verwaltungsinstanz sorgt durch Informationskampagnen dafür, dass die Endverbraucher gründlich informiert werden über

- a) die potentiellen Auswirkungen der in den Batterien und Akkumulatoren verwendeten Stoffe auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit,
- b) die Zweckmäßigkeit dessen, die Altbatterien und -akkumulatoren nicht als unsortierten Hausmüll zu entsorgen, und an ihrer getrennten Sammlung teilzunehmen, um deren Bewirtschaftung und Wiederverwertung zu erleichtern,
- c) die Rücknahme- und Recyclingsysteme, die ihnen zur Verfügung gestellt werden,
- d) ihren Beitrag zum Recycling von Gerätealtbatterien und -akkumulatoren,
- e) die Bedeutung des Symbols einer durchgestrichenen Mülltonne auf Rädern sowie der chemischen Symbole Hg, Cd und Pb.

§ 3. Das "Office" wird in die Projekte von Informations- und Sensibilisierungskampagnen mit regionaler oder föderaler Tragweite ab deren Planungsphase einbezogen.

Die Kampagnenprojekte werden dem "Office" zur Begutachtung unterbreitet, das gemäß Artikel 22 ein Gutachten abgibt. Das Gutachten des "Office" ist zwingend, was die Einhaltung der Bestimmungen dieser Umweltvereinbarung und der geltenden Umweltgesetzgebung betrifft. Falls die Sensibilisierungs- und Informationskampagnen nicht im Einklang mit den Bestimmungen dieser Vereinbarung oder der regionalen Politik stehen oder den von der Region geführten gemeinnützigen Kampagnen schaden könnten, sind die Organisationen verpflichtet, die besagten Kampagnen dementsprechend anzupassen.

Außer bei anders lautender Entscheidung seitens des in Artikel 24 vorgesehenen Begleitausschusses werden Sensibilisierungskampagnen für die Gerätebatterien und -akkumulatoren einerseits und für die Industriebatterien und -akkumulatoren andererseits organisiert.

§ 4. Der Endverkäufer muss an jedem seiner Verkaufspunkte auf deutlich sichtbare Weise eine Mitteilung aushängen, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT" die Art und Weise erklärt wird, wie er seinen Pflichten nachgeht, die sich aus dem Erlass ergeben, und wie der Käufer seine Abfälle entsorgen kann. Die Informationspflicht gegenüber dem Verbraucher gilt ebenfalls bei einem außerhalb der Verkaufsstelle stattfindenden Verkauf. Das von der Verwaltungsinstanz zur Verfügung gestellte Sensibilisierungsmaterial unterliegt der vorherigen Begutachtung des "Office".

§ 5. Jede Informationskampagne wird von dem in Artikel 24 vorgesehenen Begleitausschuss jährlich bewertet.

§ 6. Die Verwaltungsinstanz verpflichtet sich, ihre Informations- und Sensibilisierungskampagnen mindestens in den offiziellen Sprachen der Region zu organisieren.

#### KAPITEL IV — Sammlung von Altbatterien und -akkumulatoren

##### Abschnitt 1 — Sammlung von Gerätealtbatterien und -akkumulatoren

**Art. 7 - § 1.** Die Umsetzung der vorliegenden Vereinbarung muss zur maximalen Sammlung von Gerätealtbatterien und -akkumulatoren führen, die vermarktet oder von den Mitgliedern bzw. Teilnehmern für ihre eigene Verwendung in ihrem (ihren) Betrieb(en) importiert worden waren, um mindestens die Zielsetzungen des Erlasses zu erreichen.

§ 2. Die Verwaltungsinstanz gewährleistet die Rücknahme aller Gerätealtbatterien und -akkumulatoren, die gemäß diesem Artikel gesammelt werden.

Die globale Sammelstrategie und -logistik sind feste Bestandteile des in Artikel 15 dargelegten Abfallvermeidungs- und Verwaltungsplanes.

§ 3. Die Organisation der Sammlung beruht auf einem Netz von Sammlungsstellen, das aus den Einzelhändlern, Schulen, Verwaltungen, beruflichen Benutzern, Containerparks oder sonstigen Sammlungsstellen besteht. Die Sammlungsstellen werden bei der Verwaltungsinstanz registriert.

§ 4. Die Verwaltungsinstanz stellt die aktualisierte Liste der registrierten Sammlungsstellen durch elektronischen Link des "Office" zur Verfügung. Jede Verweigerung der Registrierung einer Sammelstelle muss bei dem Antragssteller begründet werden, und die Gründe dieser Verweigerung müssen vom "Office" im Voraus akzeptiert werden. Die Liste der verweigerten Sammlungsstellen wird durch elektronischen Link des "Office" zur Verfügung gestellt.

§ 5. Die Verwaltungsinstanz stellt dem "Office" die Daten des Abfallregisters aller Sammlungsstellen bezüglich der bei diesen Sammlungsstellen gesammelten Gerätealtbatterien und -akkumulatoren durch elektronischen Link zur Verfügung.

§ 6. Die Verwaltungsinstanz verpflichtet sich, alle Gerätealtbatterien und -akkumulatoren, die durch die in der Region bestehenden Sammlungsstellen sowie in Einrichtungen, die zur Verschrottung elektrischer oder elektronischer Geräte oder von Altfahrzeugen befugt sind, gesammelt werden, regelmäßig und unentgeltlich zu sammeln oder sammeln zu lassen.

§ 7. Unbeschadet der gesetzlichen Aufgaben der Gemeinden und öffentlich-rechtlichen Personen im Bereich der Bewirtschaftung des Hausmülls, kann die Verwaltungsinstanz für einen beschränkten Zeitraum Pilotprojekte einführen, um alternative Szenarien der kontrollierten Sammlung durchzuführen, die für alle betroffenen Parteien günstig und hinsichtlich der Kosten und Ergebnisse effizient sind, um auf diese Weise einen höheren Sammlungssatz der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren zu erreichen. Solche Pilotprojekte unterliegen einer vorherigen Genehmigung des "Office". Am Ende des von einem Pilotprojekt gedeckten Zeitraums wird ein Bewertungsbericht aufgestellt. Auf der Grundlage dieses Berichts kann die Verwaltungsinstanz das Pilotprojekt vorbehaltlich einer vorherigen Genehmigung des "Office" erweitern.

§ 8. Die Verwaltungsinstanz verpflichtet sich dazu, alle Behälter zu sammeln oder zu behandeln, die den Verbrauchern im Hinblick auf die Sammlung zur Verfügung gestellt werden, sobald sie ausgedient sind.

**Art. 8 - § 1.** Wenn die Verwaltungsinstanz juristische Personen des öffentlichen Rechts heranziehen möchte, muss sie mit diesen einen Vertrag auf der Grundlage eines von der Verwaltungsinstanz aufgestellten und dem "Office" zur Begutachtung unterbreiteten Mustervertrags abschließen.

§ 2. Im Vertrag werden mindestens folgende Angaben bestimmt:

- die Modalitäten für den Zugang und die kostenlose Abgabe der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren durch den Endbenutzer;
- die Zugänglichkeit der Sammlungsstellen;
- die Häufigkeit und die Art der Sammlung an den Sammlungsstellen;
- die Regelung für die Vergütung der Sammlungsstellen, einschließlich der Deckung der Infrastruktur- und Betriebskosten der Containerparks;
- die Zurverfügungstellung durch die Verwaltungsinstanz der notwendigen Container für die provisorische Lagerung der gesammelten Gerätealtbatterien und -akkumulatoren;
- die Transparenz des Sammelsystems hinsichtlich der statistischen Verfolgung der Ströme.

#### *Abschnitt 2 — Sammlung von Industriebatterien und -akkumulatoren*

**Art. 9 - § 1.** Im Falle der Sammlung von Industriebatterien und -akkumulatoren, die Blei enthalten, werden diese gemäß der Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Altakkumulatoren von den Besitzern zugelassenen Sammlern bzw. Transportunternehmen oder genehmigten Behandlungsunternehmen - nachstehend unter dem Begriff "Betreiber" zusammengefasst - übergeben.

Die Besitzer und Betreiber legen die Vergütung für die Sammel- und Behandlungskosten zu Lasten der Besitzer durch Vertrag fest. Der Vertrag berücksichtigt die eventuellen Einnahmen, die durch die Rücknahme der Abfälle von den Betreibern entstehen könnten.

§ 2. Die Verwaltungsinstanz schließt mit den Betreibern gemäß § 1 eine Charta ab, die es der Verwaltungsinstanz ermöglicht, über die abgeholten Mengen von industriellen Alt-Bleibatterien und -akkumulatoren informiert zu werden, und dem "Office" einen diesbezüglichen Bericht mitzuteilen.

§ 3. Eine Mustercharta wird dem "Office" zur Genehmigung unterbreitet.

Die Charta sollte mindestens Folgendes umfassen:

- die Kriterien bezüglich der wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Kapazität;
- die Bestätigung, dass der Betreiber über alle zur Durchführung des Vertrags notwendigen Verwaltungsgenehmigungen verfügt;
- eine völlige Übereinstimmung mit der Umweltgesetzgebung;
- die bereits gesetzten Recyclingziele sowie die eventuellen Behandlungsnormen;
- die Bestimmung, laut der die Sammlungs- und Behandlungskosten zu Lasten der Besitzer gehen;
- die Verfahren für die Berichterstattung über die gesammelten und behandelten Mengen, damit die Verwaltungsinstanz gemäß dieser Vereinbarung dem "Office" Bericht erstatten kann;
- die Verfahren zur Validierung der gelieferten Daten.

§ 4. Die Verwaltungsinstanz übermittelt dem "Office" eine Liste aller Betreiber, mit denen eine Charta abgeschlossen wurde.

§ 5. In Abweichung von § 1 kann die Verwaltungsinstanz die Entwicklung eines Kollektivsystems für die Rücknahme der sonstigen Industriebatterien und -akkumulatoren vorsehen.

#### *KAPITEL V — Behandlung und Recycling der Batterien und Akkumulatoren*

**Art. 10 - Ziele der Behandlung und des Recycling**

§ 1. Die gesammelten Altbatterien und Altakkumulatoren müssen in Übereinstimmung mit der zum Zeitpunkt der Behandlung geltenden Gesetzgebung und Regelung, mit den Verwaltungsgenehmigungen der mit der Behandlung beauftragten Betreiber und ggf. mit dem in Artikel 12 vorgesehenen Lastenheft oder der in Artikel 9 vorgesehenen Charta behandelt werden.

§ 2. Die Behandlung der Materialien und Bestandteile muss mindestens die durch den Erlass verfolgten Recyclingziele erreichen.

§ 3. Werden die Altbatterien und -Akkumulatoren exportiert, so werden das Ausfuhrschema und die erreichten Prozentsätze in Sachen Recycling, Verwertung und Beseitigung von einem unabhängigen und akkreditierten Kontrollbüro auf Grundlage der Norm ISO 17020 bestätigt.

§ 4. Die Verwaltungsinstanz kann Pilotprojekte für eine begrenzte Dauer einführen, um alternative Behandlungsszenarien zu erforschen, die für alle betroffenen Parteien günstig sind, und hinsichtlich der Kosten und Ergebnisse effizient sind, um ein besseres Gleichgewicht zwischen der Vermeidung der Abfälle, dem Umweltschutz und der Bewirtschaftung der Altbatterien und Altakkumulatoren zu finden. Solche Pilotprojekte unterliegen der vorherigen Genehmigung des "Office". Am Ende des von einem Pilotprojekt gedeckten Zeitraums wird ein Bewertungsbericht erstellt. Aufgrund dieses Berichts kann die Verwaltungsinstanz nach Genehmigung des "Office" das Pilotprojekt erweitern.

§ 5. Die Recyclingzielsetzungen werden von Jahr zu Jahr von dem in Artikel 24 vorgesehenen Begleitausschuss bewertet. Auf der Grundlage dieser Bewertung können die Vorschläge im Hinblick auf die Anpassung der Recyclingquote unter Berücksichtigung der besten verfügbaren Technologie, die keine übermäßigen Kosten verursachen, dem Minister unterbreitet werden.

KAPITEL VI — Vergabe von Verträgen bezüglich der Bewirtschaftung der Gerätebatterien und -akkumulatoren und der Industriebatterien und -akkumulatoren

**Art. 11** - Vergabe von Verträgen an die mit der Sammlung und der Behandlung von Gerätebatterien beauftragten Betreiber.

Die Aufgaben der Sammlung, des Sortierens von Gerätealtbatterien und -akkumulatoren einerseits und der Behandlung dieser Abfälle andererseits sind Gegenstand von getrennten Lastenheften und Verträgen.

Wenn die Vereinbarung Auswirkungen auf die Ausführung von bestehenden Verträgen mit Betreibern hat, verpflichtet sich die Verwaltungsinstanz, mit den betroffenen Betreibern über die erforderlichen Änderungen an dem Vertrag nach Treu und Glauben zu diskutieren und den Vertrag dementsprechend anzupassen.

**Art. 12** - Vergabeverfahren der Aufträge der Bewirtschaftung von Gerätebatterien.

§ 1. Die Vergabe der Verträge betreffend die Sammlung und die Behandlung der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren wird auf der Grundlage von Lastenheften und Verfahren vorgenommen, die zuvor vom "Office" genehmigt worden sind, und die das anwendbare Privatrecht, den Grundsatz der Gleichbehandlung, die Transparenz, die Wettbewerbsregeln, die Regelungen und die grundlegenden Prinzipien des Europäischen Rechts im Umweltbereich beachten. Die Lastenhefte werden innerhalb von sechs Monaten nach Unterzeichnung dieser Vereinbarung dem "Office" zur Genehmigung vorgelegt.

§ 2. In diesem Rahmen und zu diesem Zweck wendet die Verwaltungsinstanz folgende Grundsätze an:

1. Die Verträge werden nach den Grundsätzen eines allgemeinen oder beschränkten Angebotsaufrufs geschlossen. Wenn die Verwaltungsinstanz beschließt, den Vertrag durch das Verfahren eines beschränkten Angebotsaufrufs zu vergeben, muss dieser Beschluss mit Gründen versehen werden;

2. Bei einem beschränkten Verfahren konsultieren die Verwaltungsinstanzen die Betreiber, die in einer zuvor dem "Office" zur Begutachtung unterbreiteten Liste aufgeführt sind. Bei der Ausarbeitung dieser Liste beachten sie die von der Region gesetzten Ziele und vergewissern sich, dass die Betreiber und deren außerhalb der EU niedergelassene Subunternehmen die von der Internationalen Arbeitsorganisation festgelegten internationalen Arbeitsnormen beachten, auch wenn die Abkommen zur Umsetzung dieser Normen nicht von dem Staat unterzeichnet worden sind, wo die Arbeit durchgeführt wird. Die von den Betreibern angewandten Prozesse werden beschrieben, um nachzuweisen, dass die Ziele der Richtlinie sowie die europäischen Anforderungen in Sachen Berechnung der Recyclingeffizienzwerte erreicht werden. Die Verwaltungsinstanz übermittelt den potentiellen Betreibern alle vom "Office" formulierten Informationsanfragen. Das Gutachten des "Office" ist zwingend, was die Einhaltung der Bestimmungen dieser Umweltvereinbarung und der geltenden Umweltgesetzgebung betrifft;

3. Die Verfahren zur Vergabe der Verträge werden in einem Dokument beschrieben, das von der Verwaltungsinstanz aufgestellt, dem "Office" zur vorherigen Begutachtung unterbreitet und allen interessierten Personen auf deren erste Anfrage in französischer Sprache zur Verfügung gestellt wird. In diesem Dokument werden insbesondere die minimalen Auswahlkriterien betreffend die wirtschaftliche, technische und finanzielle Eignung der Kandidaten, die Fristen für die Zustellung der Bewerbungen und Angebote, die Modalitäten für die Bekanntmachung, die Ausschlusskriterien, die erforderlichen Bescheinigungen und Musterdokumente, die Gewichtung der Zuschlagskriterien und alle sonstigen von den Verwaltungsinstanzen als relevant betrachteten Informationen angeführt;

4. Die Verwaltungsinstanz trifft die notwendigen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die Kandidaten die erforderliche wirtschaftliche, technische und finanzielle Kapazität besitzen, und erarbeitet zu diesem Zweck treffende Auswahlkriterien.

Bei einem allgemeinen Verfahren sorgt die Verwaltungsinstanz dafür, dass die Submittenten die von der Region gesetzten Ziele beachten, und vergewissert sich, dass die Bewerber und deren außerhalb der EU niedergelassenen Subunternehmen die von der Internationalen Arbeitsorganisation festgelegten internationalen Arbeitsnormen beachten, auch wenn die Abkommen zur Umsetzung dieser Normen nicht von dem Staat unterzeichnet worden sind, wo die Arbeit durchgeführt wird. Die Liste der Bewerber beschreibt das von diesen eingesetzte Verfahren gemäß Punkt 2. Die Verwaltungsinstanz übermittelt den Bewerbern jede Informationsanfrage des "Office". Das Gutachten des "Office" ist zwingend, was die Einhaltung der Bestimmungen dieser Umweltvereinbarung und der geltenden Umweltgesetzgebung betrifft;

5. Als Zuschlagskriterien führen die Lastenhefte mindestens den Preis, den technischen Wert des Inhalts des Angebots einschließlich der Umwelteffizienz der gesamten Leistungen und die Qualität der Dienstleistung an. Die Gewichtung der Kriterien wird deutlich angegeben.

Der technische Wert des Angebots für die Behandlung umfasst u.a. die Rangordnung zwischen Abfallvermeidung, Recycling und Verwertung, die Qualität der Behandlung, die Energieeffizienz und die Minimierung der Restabfälle, die noch beseitigt werden müssen.

Die Auftragsbekanntmachungen und Lastenhefte sehen vor, dass die Verträge nur den Kandidaten vergeben werden, die über alle zur Durchführung des Vertrags notwendigen Verwaltungsgenehmigungen verfügen, und der Umweltgesetzgebung genügen;

6. Die Verwaltungsinstanz stellt sicher, dass ihre Angebotsaufrufe hinreichend bekannt gemacht werden. In allen Fällen sorgt sie dafür, dass ihre Angebotsaufrufe auf geeignete Weise bekannt gemacht werden, insbesondere durch die Verbreitung der Hauptmerkmale des Auftrags und eine Beschreibung des Zuteilungsverfahrens.

Sie muss dafür sorgen, dass jeder potentielle Kandidat über nützliche und identische Informationen verfügt, um seine Bewerbung einzureichen und sein Angebot auszuarbeiten. Zu diesem Zweck werden die ergänzenden Informationen, die einem Kandidaten nach der Mitteilung des Lastenheftes mitgeteilt werden, ebenfalls den anderen Kandidaten mitgeteilt, wenn diese Informationen für die Ausarbeitung der Angebote wesentlich sind oder eine Auslegung des Lastenheftes betreffen;

7. Die Verwaltungsinstanz behandelt die verschiedenen Kandidaten auf gleiche Weise;

8. Die Verwaltungsinstanz darf die Informationen, die sie im Rahmen von Angebotsaufrufen erhalten hat, nicht zu anderen Zwecken benutzen, als denjenigen, wozu sie sie erhalten hat;

9. Nach vorheriger Prüfung der Eignung der Kandidaten in Übereinstimmung mit etwaigen Auswahlkriterien findet die Vergabe des Vertrags auf der Grundlage der Kriterien und Zuschlagsmodalitäten statt, die im Lastenheft festgelegt sind. Der Vertrag wird dem Kandidaten vergeben, der das interessanteste vorschriftsmäßige Angebot eingereicht hat.

10. Die Wahl der Betreiber wird dem "Office" unter Beifügung eines auf den im Lastenheft festgelegten Zuschlagskriterien fußenden begründeten Berichts zur Begutachtung mitgeteilt;

11. Jeder Kandidat hat das Recht, vom Bericht über die Beurteilung seines Angebots Kenntnis zu nehmen;

12. Jede bedeutende Änderung der Bedingungen der Verträge wird vorab vom "Office" genehmigt;

13. Im Falle eines Interessenkonflikts betreffend eine Person, die an der Bewertung der Angebote, der Bearbeitung des Vergabeverfahrens und/oder dem Beschluss zur Vergabe eines Auftrags beteiligt ist, muss diese Person auf jede Beteiligung an dem Abschluss dieses Vertrags verzichten.

§ 3. Es wird ein Begleitausschuss für die Vergabe der Aufträge eingerichtet. Er setzt sich aus einer gleichen Anzahl von Vertretern der Region und der Verwaltungsinstanz zusammen. Er erhält die von der Verwaltungsinstanz erstellten Berichte für jeden wichtigen Schritt im Verfahren zur Zuteilung der Verträge (Information über die erhaltenen Bewerbungen und Angebote, Bewertung der endgültigen Angebote, und Vergabe der Aufträge) und prüft nach, ob der Wettbewerb nicht verfälscht ist. Mit der Einstimmigkeit seiner Mitglieder und vor der Vergabe der Verträge gibt er den Beschlussorganen ein Gutachten über die Beachtung des Vergabeverfahrens ab. Kann keine Einstimmigkeit erreicht werden, so kann jedes Mitglied des Ausschusses seine Bemerkungen gelten lassen, die dem Gutachten beigelegt werden. Dieses Gutachten wird innerhalb eines Monats nach dem Datum des Einschreibebriefs der Verwaltungsinstanz ausgestellt, durch den die Mitglieder des Ausschusses zu einer Versammlung geladen werden. In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird von einem günstigen Gutachten ausgegangen.

§ 4. Jede Änderung des Behandlungsprozesses nach Vergabe der Verträge wird vorher dem "Office" mitgeteilt. Wenn diese Änderung potentielle Auswirkungen auf die Ergebnisse des Recyclings mit sich bringt, wird die vorgeschlagene Änderung dem "Office" zur Begutachtung unterbreitet.

Die Verwaltungsinstanz übermittelt den Betreibern alle vom "Office" formulierten Informationsanfragen. Die Betreiber müssen innerhalb von fünfzehn Tagen antworten.

§ 5. Wenn das "Office" bei der Vergabe von Aufträgen dazu aufgerufen wird, ein Gutachten abzugeben, fasst es seinen Beschluss innerhalb zwei Monaten ab dem Eingang des Antrags. Mangels eines Beschlusses oder eines Gutachtens nach Ablauf dieser Frist führt die Verwaltungsinstanz das Verfahren weiter durch. Wenn das "Office" per Einschreiben um weitere Auskünfte bittet, wird die Frist um höchstens einen Monat ab dem Eingang der geforderten Auskünfte verlängert. Bei andauernder Uneinigkeit wird der Streitfall gemäß Artikel 25 der Streitsachenkommission vorgelegt.

§ 6. Falls die Verwaltungsinstanz auf der Grundlage von Artikel 9 § 4 ein Kollektivsystem für die Rücknahme der industriellen Batterien organisiert, folgt die Vergabe der Aufträge denselben Regeln wie denjenigen, die in Artikel 12 § 1 und § 2 beschrieben werden.

Das Kollektivsystem muss übersichtlich sein und gewährleisten, dass das System für alle Beteiligten ohne Wettbewerbsverzerrung offen bleibt.

#### KAPITEL VII — Die Verwaltungsinstanz

##### Art. 13 - Rechtsstellung der Verwaltungsinstanz

§ 1. Die Organisationen oder ihre Mitglieder gründen eine (oder mehrere) Verwaltungsinstanz(en) in der Form einer (oder mehrerer) Vereinigung(en) ohne Gewinnerzielungsabsicht gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und gemeinnützige Einrichtungen.

§ 2. Für die Organisationen, die den Verteilungssektor vertreten, ist mindestens ein Mandat als Beobachter in dem Verwaltungsrat der Verwaltungsinstanz verfügbar.

##### Art. 14 - Die Verwaltungsaufgaben.

§ 1. Die Verwaltungsinstanz übernimmt alle Verwaltungsaufgaben, die zur Durchführung der vorliegenden Vereinbarung notwendig sind.

§ 2. Die Verwaltungsinstanz verpflichtet sich, die Ziele des Erlasses in aller Transparenz, insbesondere dem "Office" und dem Minister gegenüber, und unter Beachtung der Vertraulichkeit der Daten der betroffenen individuellen Betriebe zu erreichen.

§ 3. Das "Office" wird als ständiger Beobachter der Wallonischen Region zu allen Versammlungen des Verwaltungsrats der Verwaltungsinstanz sowie zu deren Generalversammlungen gemäß den betreffenden satzungsmäßigen Bestimmungen für die ordentlichen Mitglieder der Beschlussorgane eingeladen. Alle Berichte dieser Versammlungen werden innerhalb eines Monats dem "Office" mitgeteilt.

§ 4. Die Verwaltungsinstanz strebt eine Vereinfachung und Harmonisierung der Logistik und der Verwaltungsverfahren an. Alle betroffenen Beteiligten können ihre Meinung über die Modalitäten der Arbeitsweise der Verwaltungsinstanz geben. Außerdem erarbeitet die Verwaltungsinstanz vereinfachte Modalitäten für die Erklärung zugunsten der Importeure, die nur begrenzte Mengen von Batterien und Akkumulatoren auf den Markt bringen.

§ 6. Die Verwaltungsinstanz unterschreibt eine Versicherung, um die vertragliche und außervertragliche Haftung zu decken, die sich aus jeder ihrer Aktivitäten ergeben kann.

§ 7. Die Verwaltungsinstanz organisiert eine Konzertierungsstelle, um die aufgetretenen Probleme in Sachen Abfallvermeidung, Wiederverwendung, Sammlung und Behandlung der Batterien und Akkumulatoren zu besprechen. Diese Konzertierungsstelle versammelt alle unterzeichnenden Parteien und die repräsentativen Vereinigungen der Beteiligten, die in der Vermarktung, der Sammlung und der Behandlung der Altbatterien und -akkumulatoren tätig sind, um ihnen zu ermöglichen, die Probleme in Verbindung mit der Durchführung der vorliegenden Vereinbarung zu besprechen. Die Konzertierungsstelle versammelt sich mindestens einmal im Jahr auf der Grundlage einer zuvor festgelegten Tagesordnung. Allen betroffenen Beteiligten steht die Möglichkeit offen, weitere Punkte auf die Tagesordnung zu bringen. Ein Versammlungsprotokoll wird allen Parteien binnen 15 Tagen nach der Versammlung mitgeteilt.

§ 8. In allen Fällen muss das Gutachten oder die Genehmigung des "Office" auf der Grundlage von auf Französisch aufgestellten Dokumenten beantragt werden.

§ 9. Die Verwaltungsinstanz ist für die Archivierung des gesamten Systems zur Eintragung der operativen Informationen verantwortlich. Die Daten werden während eines Mindestzeitraums von 5 Jahren behalten.



**Art. 15 - Der Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplan.**

§ 1. Die Verwaltungsinstanz erarbeitet einen mehrjährigen Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplan für die Dauer der Vereinbarung, den sie dem "Office" spätestens drei Monate nach dem Inkrafttreten vorliegender Vereinbarung in zwei Abfertigungen zur Genehmigung vorlegt.

Die Verwaltungsinstanz legt jedes Jahr vor dem 1. Oktober eine Aktualisierung für das nächste Kalenderjahr zur Genehmigung vor.

§ 2. Der Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplan umfasst wenigstens:

- die eingeleiteten Maßnahmen, um die Organisationen, die Mitglieder und die Teilnehmer an der vorliegenden Vereinbarung über ihre Pflicht zu informieren;
- die von den Organisationen, Mitgliedern und Teilnehmern eingeleiteten Maßnahmen, um ihren Pflichten nachzukommen;
- die in Artikel 5 genannten Abfallvermeidungsmaßnahmen;
- die in Artikel 6 genannten Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen;
- die eingesetzten Zielsetzungen, Strategie und Logistik, um die Sammlung und Behandlung der Altbatterien und Altakkumulatoren zu optimieren;
- die Überwachungsmethode der Sammlung und Behandlung der Altbatterien und Altakkumulatoren, einschließlich der Modalitäten für die Erstellung des in Artikel 17 genannten Jahresberichts;
- den in Artikel 19 vorgesehenen Haushaltsvoranschlag.

Der Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplan muss mindestens alle Bestimmungen bezüglich der Gerätebatterien und -akkumulatoren einerseits und die Industriebatterien und -akkumulatoren andererseits auf getrennte Weise darlegen.

Gegebenenfalls kann die Verwaltungsinstanz ebenfalls einen spezifischen Aktionsplan für die KMB erarbeiten.

**Art. 16 - Jährliche Durchführungspläne und Monitoring der Daten**

§ 1. Die Verwaltungsinstanz verpflichtet sich, den Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplan durchzuführen. Zu diesem Zweck erarbeitet sie einen jährlichen Durchführungsplan, den sie dem "Office" spätestens am 1. Oktober eines jeden Jahres, das dem Jahr seiner Umsetzung vorhergeht, zur Genehmigung unterbreitet.

§ 2. In Zusammenarbeit mit dem "Office" bewertet die Verwaltungsinstanz jährlich die in vorliegender Umweltvereinbarung festgelegten Ziele in Sachen Abfallvermeidung, Sammlung und Behandlung, und schlägt Maßnahmen vor, die in den Bewirtschaftungsplan einzuarbeiten sind, insbesondere unter Berücksichtigung

- der durch die Durchführung der Vereinbarung erzielten Ergebnisse,
- der technologischen Fortschritte,
- der neuen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen.

§ 3. Die Verwaltungsinstanz muss über ein Monitoringssystem der Daten über die Sammlung, das Sortieren und die Behandlung der Altbatterien und Altakkumulatoren verfügen.

Die Verwaltungsinstanz sorgt dafür, dass das System für das Datenmonitoring vom "Office" kontrollierbar und ihm zugänglich ist. Dieses Monitoringssystem muss dem "Office" erlauben, der Europäischen Kommission gemäß den Bestimmungen der Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Altakkumulatoren auf korrekte Weise Bericht zu erstatten.

§ 4. Die Verwaltungsinstanz muss über ein System zur Eintragung der Daten über die Teilnehmer und die Vermarktung der Batterien und Akkumulatoren verfügen.

Dieses Eintragungssystem muss dem "Office" erlauben, der Europäischen Kommission gemäß den Bestimmungen der Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Altakkumulatoren auf korrekte Weise Bericht zu erstatten.

**Art. 17 - Berichterstattung.**

§ 1. Jahresbericht.

Die Verwaltungsinstanz übermittelt dem "Office" innerhalb von drei Monaten nach Ende des betroffenen Kalenderjahres einen Jahresbericht. Der Bericht enthält mindestens folgende Informationen:

- die Durchführung des Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplanes während des abgelaufenen Jahres;
- die Daten bezüglich der Sammlung und der Behandlung, und insbesondere:
  - \* die in Kilogramm, pro chemisches System und in Zahlen ausgedrückte Gesamtmenge der von den Mitgliedern und den Teilnehmern vermarkteten Batterien und Akkumulatoren;
  - \* eine Bewertung der durchschnittlichen Zusammensetzung, mindestens pro Werkstoff, für alle Produkte, die von den Mitgliedern und Teilnehmern vermarktet worden sind, sowie der benutzten gefährlichen Substanzen und Bestandteile;
  - \* die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge pro Sammelkanal der im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelten Altbatterien und -akkumulatoren;
  - \* die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Gerätealtbatterien und -akkumulatoren, die den zugelassenen Einrichtungen zwecks Behandlung übergeben wurden, nach Behandlungsart und Kategorie;
  - \* eine Liste der mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Betreiber, die im Bereich der Sammlung von Altbatterien und Altakkumulatoren tätig geworden sind;
  - \* das auf die Gerätealtbatterien und -akkumulatoren angewandte Behandlungsverfahren und der Behandlungsort, einschließlich der qualitativen und quantitativen Beschreibung der Vorgänge. Die Beschreibung des Behandlungsverfahrens beginnt mit der Abnahme und der Eintragung der zu behandelnden Abfälle und endet mit einer Beschreibung der Materialströme aus der letzten Behandlungsphase, die notwendig gewesen ist, um die Materialströme für den Einsatz als Rohstoff in der (primären) Industrie oder für die Aufwertung hauptsächlich als Brennstoff geeignet zu machen. Dies gilt gleichzeitig für die Verfahrensphasen, die innerhalb der Organisationen stattfinden, und für diejenigen, die ggf. bei eindeutig identifizierten Drittpersonen stattfinden. Wenn gewisse Materialströme nicht mehr wiederverwendbar sind, endet die Beschreibung des Verfahrens mit einer Beschreibung der Zusammensetzung der abzulagernden oder zu verbrennenden Abfallströme sowie des Ortes der Endbehandlung. In diesen Beschreibungen und Schemen muss deutlich dargelegt werden,
    - ° welche Methoden (Verfahren) angewandt werden;
    - ° welche Zwischen- und Endfraktionen erhalten werden;

- welche Prozentsätze für jede dieser Fraktionen vorliegen, mit Angabe ihrer Anwendung (Wiedereinleitung in das Behandlungs-, Recyclings-, Wiederverwendungs-, Aufwertungsprozess, usw.) und ihrer Zweckbestimmung;
- die Art und Weise, wie diese Prozentsätze berechnet und bestimmt werden;
- welche Behandlungsphase von dem Betreiber durchgeführt wird, mit dem die Verwaltungsinstanz einen Vertrag abgeschlossen hat, und welche Phase ggf. von diesem Betreiber auf Subunternehmer übertragen wird;
- den Ort, an dem jede Behandlungsphase stattfindet;
- die Methode zur Abscheidung der eventuellen Schadstoffe - Cd, Hg usw. -;
- \* eine Liste der kontrollierten Mitglieder, wobei ein Bewertungsbericht über die durchgeführten Kontrollen durch elektronischen Link zur Verfügung gestellt wird;
- die finanzielle Führung, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen;
- die sonstigen Bestimmungen des Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplanes.

Eine getrennte Berichterstattung wird für die Industriebatterien und -akkumulatoren und für die Gerätealtbatterien und -akkumulatoren gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 § 2 vorgenommen.

## § 2. Bestätigung und Kontrollen.

Die Daten über die Sammlung und die Behandlung, die in dem Jahresbericht angeführt und in der Vereinbarung erwähnt werden, werden von einer unabhängigen Kontrolleinrichtung bestätigt, die von der Verwaltungsinstanz bezahlt wird und aus einer von dem "Office" genehmigten Liste stammt. Die unabhängigen Kontrolleinrichtungen werden nach der Norm ISO 17020 akkreditiert.

Innerhalb von sechs Monaten ab der Unterzeichnung der Umweltvereinbarung schließt die Verwaltungsinstanz mit den unabhängigen Kontrolleinrichtungen Verträge über die Kontrolle und die Zertifizierung der korrekten Durchführung der Recyclingverträge, die die Verwaltungsinstanz und die mit der Behandlung beauftragten Betreiber verbinden.

Der Gegenstand der Kontrolle und die Checkliste werden vorher von dem "Office" und der Verwaltungsinstanz genehmigt.

Für jeden mit der Behandlung beauftragten Betreiber sehen die Verträge mindestens eine alle zwei oder drei Jahre angekündigte Kontrolle vor. Neben diesen angekündigten Kontrollen muss die unabhängige Kontrolleinrichtung ebenfalls unerwartete Kontrollen auf Anfrage der Verwaltungsinstanz oder des "Office" durchführen können.

In den Verträgen in Sachen Behandlung werden Umweltsanierungsmaßnahmen und ein Kündigungsverfahren vorgesehen, wenn die Regeln für die Kontrolle nicht beachtet werden, oder wenn die unabhängige Kontrolleinrichtung Abweichungen von über 10 % im Vergleich mit den Ergebnissen feststellt, die der Betreiber den Organisationen oder der Verwaltungsinstanz mitteilt.

Die Aufgabe der unabhängigen Kontrolleinrichtung besteht insbesondere darin,

- die technische Eignung und die menschlichen Ressourcen zu kontrollieren, die es dem mit der Behandlung beauftragten Betreiber ermöglichen, seine Aktivitäten im Bereich der Rückgewinnung oder des Recycling durchzuführen;
- eine genaue Beschreibung der eingesetzten Behandlungsverfahren zu geben;
- die Endbestimmung der Altbatterien oder Altakkumulatoren zu prüfen, sowie die bei diesen Empfängern erreichten Ergebnisse in Sachen Recycling, die den Gegenstand des Vertrags zwischen den Organisationen oder der Verwaltungsinstanz und dem mit der Behandlung beauftragten Betreiber darstellen;
- die Prozentsätze zu bewerten, die für das Recycling der Produkte erreicht worden sind, so wie in Artikel 8 vorliegender Vereinbarung festgelegt;
- die Genauigkeit der Zahlen und der technischen und finanziellen Daten zu prüfen, die vom Betreiber mitgeteilt werden und die Abfallströme betreffen, die in seine Anlagen eingehen, sowie die Abfall- und Materialströme, die seine Anlagen verlassen.

Zur korrekten Durchführung ihrer Aufgabe hat die unabhängige Kontrolleinrichtung Zugang zu allen vertraulichen oder nicht vertraulichen Informationen, die sich auf die Ausführung des Vertrags beziehen, der zwischen der Verwaltungsinstanz und dem Betreiber abgeschlossen worden ist. Die Kontrolleinrichtung ist dazu befugt, alle Inspektionen, Probenahmen, Messungen, Analysen oder Kontrollen auszuführen, die für die ordnungsgemäße Durchführung ihrer Aufgabe notwendig sind.

Jede Kontrolle gibt seitens der unabhängigen Kontrolleinrichtung Anlass zur Abfassung eines Berichts über die bei der Inspektion, der Probenahme, den Messungen, der Analyse und der Kontrolle benutzten Methoden, sowie über die Art der kontrollierten Daten. In dem Bericht steht ein begründetes Gutachten über die korrekte oder nicht korrekte Durchführung der mit den Verwaltungsinstanzen abgeschlossenen Verträge für die Behandlung, sowie über die Zuverlässigkeit der vom mit der Behandlung beauftragten Betreiber übermittelten Daten. Die Kontrolleinrichtung übermittelt dem Betreiber ihren Bericht, damit er seine diesbezüglichen Bemerkungen äußern kann. Diese Bemerkungen werden dem Bericht beigelegt. Spätestens drei Monate nach der Kontrolle schickt die unabhängige Kontrolleinrichtung den Schlussbericht den Verwaltungsinstanzen und dem "Office" zugleich. Der Schlussbericht jeder Kontrolle wird in den Jahresbericht aufgenommen.

Die Verwaltungsinstanz sorgt dafür, dass die externe Körperschaft, die bestimmt worden ist, um die oben erwähnten Daten zu sammeln, die geeigneten Garantien bezüglich der Vertraulichkeit der Behandlung der mitgeteilten Daten bietet. Zu diesem Zweck wird ein Vertraulichkeitsabkommen unterzeichnet.

Die Kontrolle durch eine unabhängige Kontrolleinrichtung muss die Prüfung dessen ermöglichen, ob die der Verwaltungsinstanz übergebenen Altbatterien und -akkumulatoren auf korrekte Weise behandelt wurden, und ob die Recyclingzielsetzungen erreicht worden sind.

Bei den Kontrollen muss wenigstens geprüft werden, dass die Werkstofffraktionen, die sich aus der Behandlung ergeben, tatsächlich recycelt worden sind, und dass die Werkstofffraktionen weder während einer unbestimmten Zeit gelagert noch beseitigt worden sind.

Mit der Zustimmung des "Office" kann die Kontrolle für die Behandlungsanlagen, die über eine ISO 14.001- oder EMAS-Zertifizierung verfügen, vereinfacht werden.

Die Verwaltungsinstanz kontrolliert mindestens einmal alle drei Jahre die Daten jedes Teilnehmers bezüglich der Vermarktung der Batterien und Akkumulatoren.

§ 3. Zusätzliche Bestimmungen über die Erstellung der Berichte.

Bei der Ausarbeitung der Berichte bürgt die Verwaltungsinstanz für die Vertraulichkeit der Daten der betroffenen individuellen Betriebe.

Eine Bewertung wird von dem "Office" der Verwaltungsinstanz spätestens 2 Monate nach Hinterlegung der Jahresberichte übermittelt.

**Art. 18** - Informationen für das "Office".

§ 1. Die Verwaltungsinstanz übermittelt dem "Office" jede Information, die zur Durchführung der vorliegenden Vereinbarung erforderlich ist.

§ 2. Das "Office" kann von der Verwaltungsinstanz alle zusätzlichen Informationen verlangen, die beide Parteien für die Bewertung der Erfüllung der Ziele der Umweltvereinbarung und für die Kontrolle ihrer Durchführung als nützlich erachten. Das "Office" bürgt für die Vertraulichkeit der übermittelten Daten;

§ 3. Die vom "Office" bezeichneten Kontrolleure der Rücknahmepflicht können einen leichten, vorzugsweise Online-Zugang zu den Daten der Verwaltungsinstanz haben, die sie benötigen. Die Verwaltungsinstanz schließt ebenfalls die nötigen Vereinbarungen mit dem "Office" und den sonstigen regionalen Verwaltungen ab, die für die automatische Übermittlung bestimmter Berichte und Daten, die sie jeweils benötigen, zuständig sind. Die Vertraulichkeit der Daten bleibt garantiert.

#### KAPITEL VIII — Finanzierung

**Art. 19** - Haushaltsvoranschlag.

§ 1. Spätestens sechs Monate nach der Unterzeichnung der vorliegenden Umweltvereinbarung unterbreitet die Verwaltungsinstanz dem "Office" einen mit dem Erlass übereinstimmenden Haushaltsvoranschlag für die Dauer der Vereinbarung.

Sie sieht außerdem Bestimmungen vor, um zu gewährleisten, dass das System während mindestens sechs Monate weiterhin funktioniert.

§ 2. Der Haushaltsvoranschlag enthält wenigstens folgende Informationen:

- die Schätzung der Kosten für die Sammlung und die Behandlung der Abfälle, einschließlich eventueller Einnahmen aus dem Recycling;
- die Berechnung des Umweltbeitrags und das Bewertungsmuster für diesen;
- die Angabe der Art und Weise, wie der Beitrag einkassiert wird;
- die Revidierungsbedingungen der Beiträge;
- die mit den Abfallvermeidungsmaßnahmen verbundenen Ausgaben;
- die Begründung der Ausgaben pro Vorgang bei der Bewirtschaftung der Altbatterien und -akkumulatoren;
- die Schätzung der Kosten für die Sammlung und die Behandlung der Abfälle, einschließlich eventueller Einnahmen aus dem Recycling;
- die Zweckbestimmung eventueller Restbeträge für das Funktionieren des Systems;
- die Finanzierung der eventuellen Verluste.

§ 3. Jedes Jahr vor dem 1. Oktober unterbreitet die Verwaltungsinstanz eine konsolidierte Fassung des Haushaltsvoranschlags für das nächste Kalenderjahr dem "Office" zur Begutachtung.

§ 4. Zusätzliche Informationen können von dem "Office" auf Grundlage einer ordnungsgemäßen Begründung bei der Verwaltungsinstanz beantragt werden.

Der Haushaltsvoranschlag trennt die jeweiligen Haushalte für die Gerätebatterien einerseits und für die Industriebatterien andererseits.

§ 5. Jedes Jahr vor dem 30. Juni übermittelt die Verwaltungsinstanz ihre Bilanzen und Rechnungsabgrenzungskonten des abgelaufenen Jahres, nachdem sie diese vorher von einem Betriebsrevisor hat zertifizieren lassen.

**Art. 20** - Umweltbeitrag.

§ 1. Zur Finanzierung der Aktivitäten der Verwaltungsinstanz zahlen die Mitglieder und die Teilnehmer dieser Instanz einen Umweltbeitrag pro Batterie oder Akkumulator bei deren Vermarktung.

Dieser Umweltbeitrag wird pro Art und Typ von Batterie und Akkumulator festgesetzt.

Die Höhe dieses Umweltbeitrags wird durch die Verwaltungsinstanz bestimmt, unter Berücksichtigung der vermutlichen Kosten für die Bewirtschaftung jedes Typs von Altbatterien und Altakkumulatoren.

Dieser Beitrag ist jedoch nicht für die Batterien oder Akkumulatoren zu zahlen, die in der Wallonischen Region vermarktet wurden, und für die die Mitglieder oder die Teilnehmer den Nachweis erbringen können, dass ein Beitrag für die Sammlung und das Recycling an ein Sammlungs- und Recyclingsystem gezahlt wurde, das im Rahmen einer anderen belgischen Gesetzgebung eingeführt worden ist.

§ 2. Die Bestimmung der Höhe des Umweltbeitrags ist Teil des Haushaltsvoranschlags. Die Elemente, die zur Festsetzung und Revidierung der Höhe des Beitrags benutzt werden, werden dem "Office" zur Genehmigung unterbreitet.

§ 3. Die Höhe des Umweltbeitrags ist jährlich revidierbar.

Die revidierten Beiträge treten vorzüglich am 1. Juli und ausnahmsweise am 3. Januar in Kraft. Die revidierten Beiträge werden dem Verteilungssektor 6 Monate vor deren Inkrafttreten mitgeteilt. Unter allen Umständen und unter Berücksichtigung der in Verbindung mit den Tarifänderungen erörterten Begründungen wird eine von einem Betriebsrevisor genehmigte Begründung alle 2 Jahre ausgearbeitet, was die Finanzierungsbedürfnisse der Verwaltungsinstanz betrifft. Die Verwaltungsinstanz und der Verteilungssektor müssen ein Abkommen betreffend den Ausgleich der Beiträge für die gegenwärtigen Bestände abschließen.

§ 4. Die Umweltbeiträge samt deren Höhe müssen beim Verkauf von Batterien und Akkumulatoren auf der Rechnung zwischen Fachleuten immer angegeben werden.

§ 5. Die Verwaltungsinstanz kann ggf. Kontrollen von einer unabhängigen Stelle jederzeit durchführen lassen, die die Verteilungskanäle betreffen, über die die Altbatterien und -akkumulatoren gesammelt werden, um die angemessene Durchführung dieses Artikels zu kontrollieren. Das Kontrollverfahren und die Zahlung der diesbezüglichen Kosten sind in der Beitrittsvereinbarung festgelegt.

§ 6. Die Mitglieder und Teilnehmer verpflichten sich, keine Batterien und -akkumulatoren auf den wallonischen Markt zu bringen, für die kein Umweltbeitrag bezahlt worden ist, oder für die kein effektives Rücknahmesystem bestimmt worden ist.

§ 7. Die Verwaltungsinstanz verwaltet die Finanzmittel mit der Sorgfalt eines guten Familienvaters. Bei der Berechnung der Umweltbeiträge versucht die Verwaltungsinstanz, keine übermäßigen Rücklagen zu bilden oder zu behalten.

§ 8. Mit Ausnahme der von dem Kollektivsystem der Rücknahme betroffenen Industriebatterien sind die Industriebatterien und -akkumulatoren Gegenstand eines administrativen Beitrags, der die Verwaltungskosten der Charta deckt.

#### KAPITEL IX — Rolle der Region

**Art. 21** - § 1. Das "Office" sorgt für die Fortführung vorliegender Vereinbarung, unbeschadet seiner gesetzlichen und verordnungsmäßigen Aufgaben.

§ 2. Die Wallonische Region ergreift Initiativen gegenüber den anderen regionalen Behörden, um in den drei Regionen die Gesetzgebung in Sachen Rücknahmepflicht für Batterien und Akkumulatoren aufeinander abzustimmen, nach Abstimmung mit den betroffenen Sektoren.

§ 3. Die Wallonische Region verpflichtet sich, die strenge Durchführung der Rücknahmepflicht durch alle Beteiligten zu kontrollieren, und die Verstöße zu protokollieren oder zu bestrafen.

§ 4. Um die gute Durchführung der Vereinbarung zu ermöglichen und die Initiativen der Organisationen oder der Verwaltungsinstanz zu unterstützen, verpflichtet sich die Wallonische Region dazu, in Abstimmung mit den betroffenen Beteiligten zusätzliche verordnungsmäßige Maßnahmen zu treffen.

§ 5. Die Wallonische Region verpflichtet sich, die Umweltvereinbarung bei der Bewertung der individuellen Abfallbewirtschaftungspläne anzuwenden, die ihr im Rahmen der Rücknahmepflicht der Batterien und Akkumulatoren unterbreitet werden.

**Art. 22** - Verfahren der Begutachtung durch das "Office".

§ 1. In den von der Umweltvereinbarung vorgesehenen Fällen unterbreitet die Verwaltungsinstanz einen Urkundevorschlag dem "Office" zur Begutachtung. Das "Office" gibt innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags ein begründetes Gutachten ab. Die Verwaltungsinstanz sorgt dafür, dass das Gutachten des "Office" berücksichtigt wird.

§ 2. Wird kein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags abgegeben, so wird das Gutachten als günstig angesehen.

§ 3. Das "Office" muss wieder zu Rate gezogen werden, wenn die Verwaltungsinstanz von dem ursprünglichen Vorschlag zu sehr abweicht.

§ 4. Mindestens die Hälfte der dreißigtagigen Frist befindet sich außerhalb der Schulferien. Wenn das "Office" weitere Auskünfte per Einschreibebrief beantragt, darf die Frist um fünfzehn Tage ab Eingang aller beantragten Auskünfte verlängert werden.

§ 5. Der dem "Office" zur Begutachtung unterbreitete Urkundevorschlag wird auf Französisch abgefasst.

**Art. 23** - Verfahren der Genehmigung durch das "Office".

§ 1. In den von der Umweltvereinbarung vorgesehenen Fällen unterbreitet die Verwaltungsinstanz einen Urkundevorschlag dem "Office" zur Genehmigung. Das "Office" gibt innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Antrags einen begründeten Beschluss ab. Ein negativer Beschluss ist zwingend, wenn er in Bezug auf die Bestimmungen der Umweltgesetzgebung oder der vorliegenden Vereinbarung gebührend begründet ist. Die Verwaltungsinstanz darf sich diesem Beschluss nur widersetzen, indem sie ein Einspruchsverfahren vor der Streitsachenkommission gemäß Artikel 25 einleitet.

Dieser Einspruch sollte nur dann erfolgen, wenn keine Einigung durch die Diskussion erzielt werden konnte.

§ 2. Wenn kein Gutachten innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Datum des Eingangs des Antrags abgegeben wurde, gilt der Beschluss als günstig.

§ 3. Mindestens die Hälfte der Frist von fünfundvierzig Tagen befindet sich außerhalb der Schulferien. Wenn das "Office" weitere Auskünfte per Einschreibebrief beantragt, darf die Frist um höchstens einen Monat ab Eingang aller beantragten Auskünfte verlängert werden.

§ 4. Der dem "Office" zur Genehmigung unterbreitete Urkundevorschlag wird auf Französisch abgefasst.

#### KAPITEL X — Schlussbestimmungen

**Art. 24** - Begleitausschuss.

Es wird ein Begleitausschuss eingerichtet.

Dieser Ausschuss setzt sich mindestens aus folgenden Personen zusammen:

- einem Vertreter des Ministers;
- einem Vertreter von FEDERAUTO;
- einem Vertreter des "Office";
- einem Vertreter der "FEE";
- einem Vertreter der "BEBAT".

Jeder Vertreter kann sich von einem Stellvertreter ersetzen lassen.

Der Begleitausschuss fasst seine Beschlüsse im Konsens und kommt einmal im Quartal zusammen. Sachverständige können auf punktuelle Weise je nach der Tagesordnung eingeladen werden.

**Art. 25** - Streitsachenkommission.

§ 1. Bei einem Streitfall bezüglich der Ausführung der Umweltvereinbarung zwischen der Verwaltungsinstanz und der Wallonischen Region, und wenn es nicht möglich gewesen ist, über den Dialog zu einer Lösung des Streitfalls zu gelangen, wird eine Streitsachenkommission eingerichtet. Diese Kommission wird auf Antrag und im Verhältnis zur Art des Streits gebildet und setzt sich immer aus zwei Vertretern der Wallonischen Region und zwei Vertretern der Organisationen oder der Verwaltungsinstanz zusammen. Der Vorsitzende wird von den 4 Vertretern im Konsens bezeichnet.

§ 2. Die Beschlüsse werden im Konsens gefasst. Wenn für den Streitfall keine Lösung gefunden werden kann, wird dem Minister für Umwelt ein Bericht übermittelt.

**Art. 26 - Dauer und Kündigung der Vereinbarung.**

Die Umweltvereinbarung endet am 31. Dezember 2015 und tritt am zehnten Tag nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Vorbehaltlich der Einhaltung einer Kündigungsfrist von sechs Monaten sind die Parteien jederzeit berechtigt, die vorliegende Vereinbarung aufzulösen. Die Kündigung wird, unter Gefahr der Nichtigkeit, entweder per Einschreibebrief oder mittels einer Gerichtsvollzieherurkunde zugestellt.

Die Kündigungsfrist läuft ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Monat der Zustellung folgt.

**Art. 27 - Änderungen und Erneuerung.**

§ 1. Die Bestimmungen vorliegender Umweltvereinbarung werden bei einer Änderung der Europäischen Bestimmungen in Sachen Batterien und Akkumulatoren oder jeder sonstigen, sich aus dem internationalen Recht ergebenden Verpflichtung angepasst.

§ 2. Während der Dauer der Vereinbarung können die Parteien nach dem Verfahren, das in Buch I Teil VI des Umweltgesetzbuches unter der Überschrift "Umweltvereinbarungen" vorgesehen ist, Abänderungen an der Vereinbarung vornehmen.

Alle Änderungen dieser Vereinbarung sind nur dann gültig, wenn sie Gegenstand eines schriftlichen, von allen Parteien unterzeichneten Abkommens sind, das ausdrücklich auf vorliegende Vereinbarung hinweist.

§ 3. Die Vereinbarung kann gemäß den Bestimmungen von Buch 1 Artikel D.88 des Umweltgesetzbuches erneuert werden.

**Art. 28 - Schiedsverfahren und gerichtliche Zuständigkeit.**

§ 1. Bei einem Streitfall, und wenn die durch Artikel 25 eingerichtete Streitkommission es nicht ermöglicht hat, zu einer Einigung zwischen den Parteien betreffend das Vorliegen, die Auslegung und die Durchführung der Vereinbarung zu gelangen, können sich die Parteien dafür entscheiden, die Streitfälle in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung in Sachen Schiedsverfahren schlichten zu lassen. Gibt es keinen Konsens, um ein Schiedsverfahren einzuleiten, wird der Streitfall dem Gericht erster Instanz des Gerichtsbezirks Namur vorgelegt.

§ 2. Entscheiden sich beide Parteien für das Schiedsverfahren, so wird der Streitfall in Übereinstimmung mit der Schiedsregelung CEPINA oder jedes gleichgestellten Organs von den gemäß der Regelung genannten Schiedsrichtern endgültig geschlichtet. Das Schiedsgericht besteht aus drei Schiedsrichtern. Der Sitz des Verfahrens wird in Namur festgelegt. Die Sprache des Schiedsverfahrens ist das Französische.

§ 3. In Abweichung von § 1 ist das Schiedsverfahren nicht auf Streitfälle betreffend die Rechnungen anwendbar. In diesem Fall vereinbaren die Parteien, dass jede von ihnen das Recht hat, jede Klage, die sie für nützlich halten, vor den zuständigen Gerichten des Gerichtsbezirks von Namur einzureichen.

**Art. 29 - Strafklausel.**

Im Falle der Nichtbeachtung der Bestimmungen vorliegender Vereinbarung, die durch die Region festgestellt und der Verwaltungsinstanz per Einschreiben mitgeteilt worden ist, reicht Letztere innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Mitteilung der Feststellung des Verstoßes einen Anpassungsplan bei dem "Office" ein.

Lehnt das "Office" den Plan ab, so muss es dies per Einschreiben mitteilen, in dem die Gründe dieser Ablehnung angeführt sind. Die Instanz muss dann innerhalb eines Monats einen revidierten Plan einreichen, in dem unbeschadet des Rechts seitens der Region, die in der geltenden Gesetzgebung vorgesehenen Aktionen einzuleiten, den vom "Office" erörterten Kritiken unter Androhung einer finanziellen Strafe in Höhe von 15.000 EUR Rechnung getragen wird.

Es kann beim Minister Einspruch gegen den Beschluss des "Office" erhoben werden. Der Minister befindet sich innerhalb einer Frist von vierzig Tagen über diesen Einspruch.

**Art 30 - Schlussbestimmung.**

Die Vereinbarung wird am 5. Dezember 2013 in Namur abgeschlossen und von den Vertretern aller Parteien unterzeichnet, wobei jede Partei erklärt, ein Exemplar erhalten zu haben.

Namur, den 5. Dezember 2013

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Für die Organisationen:

Der Vorsitzende,  
Herr Daniel NOE,  
Der Verwalter,  
Herr Wim WILLEMS  
Der Vorsitzende,  
Carl VEYS

Für die Verwaltungsinstanz:

Der Vorsitzende,  
Herr Yves VAN DOREN  
Der Generaldirektor,  
Herr Peter COONEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204663]

**5 DECEMBER 2013. — Milieubeleidsvereenkomst betreffende de terugnameplicht inzake draagbare en industriële batterijen en accu's**

Gelet op richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's;

Gelet op richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd;

Gelet op het Milieuwetboek, Boek I, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, zoals gewijzigd;

Gelet op de milieuvereenkomst van 22 december 2005 betreffende de uitvoering van de terugnameplicht inzake gebruikte batterijen verlengd tot 31 december 2010 d.m.v. een aanhangsel;

Gelet op het verbintenisprotocol betreffende de selectieve inzameling en de verwerking van gebruikte batterijen van 17 juni 1997, verlengd tot 31 december 2002 d.m.v. een aanhangsel;

Overwegende dat het geboden is enerzijds de sectoren die de draagbare en industriële batterijen en accu's op de markt brengen te responsabiliseren en anderzijds de recyclage van de afvalstoffen van draagbare en industriële batterijen en accu's te bevorderen ten einde een hoge beschermingsgraad van het leefmilieu te waarborgen;

Overwegende dat het geboden is de eenheid van de Belgische markt van de draagbare en industriële batterijen en accu's in stand te houden en een geharmoniseerde aanpak inzake het beheer van afgedankte draagbare en industriële batterijen en accu's in de drie Gewesten te beogen,

Tussen de volgende partijen :

1° het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Rudy Demotte, Minister-President van de Waalse Regering en door de heer Philippe Henry, Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, hierna "het Gewest" genoemd;

2° de volgende representatieve organisaties :

- de Federatie Elektriciteit en Elektronica VZW, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Excelsiorlaan 91, te 1930 Zaventem, vertegenwoordigd door de heer Daniel Noé, voorzitter en de heer Wim Willems, bestuurder;

- FEDEREAUTO, de Confederatie van de Autohandel en -reparatie en de aanverwante sectoren, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Carl Veys, voorzitter;

3° het volgende beheersorgaan :

- de VZW BEBAT, gevestigd Walstraat 5, te 3300 Tienen, vertegenwoordigd door de heer Yves Van Doren, voorzitter en de heer Peter Coonen, afgevaardigd bestuurder,

Wordt overeengekomen wat volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Voorwerp van de overeenkomst*

**Artikel 1.** § 1. Deze overeenkomst beoogt de vastlegging van de modaliteiten voor de uitvoering van de terugnameplicht voor draagbare en industriële batterijen en accu's ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen.

§ 2. De overeenkomst beoogt de bevordering van preventie alsmede de optimalisering van het gezamenlijk beheer van de afgedankte draagbare en industriële batterijen en accu's via de selectieve ophaling en de gepaste verwerking ervan, met inachtneming van de organisationele, technische, economische en ecologische verplichtingen en van de globale effecten op het leefmilieu en de gezondheid van de mens.

*Afdeling 2. — Begripsomschrijvingen*

**Art. 2.** § 1. De begrippen en definities opgenomen in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, in Boek I van het Milieuwetboek en in het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen zijn van toepassing op deze overeenkomst.

§ 2. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd;

2° besluit : het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, zoals gewijzigd;

3° Minister : de Minister van Leefmilieu;

4° beheersorgaan : vereniging zonder winstoogmerk, VZW afgekort, opgericht door een of meerdere organisaties en/of leden van de organisaties en dat tot doel heeft de doelstellingen en verbintenissen van onderhavige overeenkomst te verwezenlijken. Het heeft tot statutair doel, voor rekening van de organisaties, van de leden en van de aangeslotenen, de terugnameplicht voor draagbare en industriële batterijen en accu's uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst en op basis van het besluit;

5° publiekrechtelijke rechtspersoon : de publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;

6° lid : elk lid van één van de ondertekenende organisaties, dat een mandaat aan zijn organisatie heeft verleend en dat, gezien zijn activiteiten, aan de terugnameplicht voor draagbare en industriële batterijen en accu's wordt onderworpen en dat de uitvoering van zijn terugnameplicht via een toetredingsvereenkomst aan BEBAT toevertrouwt;

7° aangeslotene : elke producent van draagbare en industriële batterijen en accu's die een toetredingsvereenkomst met de VZW BEBAT heeft gesloten en die de uitvoering van zijn terugnameplicht aan BEBAT toevertrouwt;

8° batterij of accu : bron van door rechtstreekse omzetting van chemische energie verkregen elektrische energie, bestaande uit één of meer primaire (niet-oplaadbare) batterijcellen of uit één of meer secundaire (oplaadbare) batterijcellen;

9° autobatterij of -accu : iedere batterij of accu gebruikt voor het starten, voor de verlichting of het ontstekingsvermogen van een voertuig;

10° industriële batterij of accu : iedere batterij of accu die uitsluitend voor gebruik voor industriële of professionele doeleinden is ontworpen of in elk type elektrisch voertuig;

11° draagbare batterij of accu : iedere batterij, knoopcel, batterijpak of accu die/dat :

a) afgedicht is, en

b) met de hand kan worden gedragen, en

c) geen industriële batterij of accu, noch een autobatterij of -accu is;

12° knoopcel : iedere kleine ronde draagbare batterij of accu met een diameter die groter is dan de hoogte en die wordt gebruikt voor speciale doeleinden zoals gehoorapparaten, horloges, kleine draagbare apparatuur en als back-upstroomvoorziening;

13° afgedankte batterij of accu : iedere batterij of accu die in de zin van artikel 3, 1°, van Richtlijn 2008/98/EG als afvalstof geldt;

14° preventie : preventie in de zin van artikel 2, 7bis, van het decreet;

15° recyclage : het in een productieproces opnieuw verwerken van afvalmaterialen, hetzij voor het oorspronkelijke doel, hetzij voor een ander doel, maar met uitzondering van de terugwinning van energie;

16° verwijdering : één van de toepasselijke handelingen die worden vermeld in bijlage II bij het decreet betreffende de afvalstoffen;

17° verwerking : elke activiteit uitgevoerd op de afval van batterijen en accu's na aflevering aan een installatie voor sortering, voorbereiding op recycling of verwijdering;

18° "Dienst" : de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen).

### Afdeling 3. — Toepassingsveld van de overeenkomst.

**Art. 3. § 1.** De milieubeleidsvereenkomst heeft betrekking op alle draagbare en industriële batterijen en accu's die op de markt worden gebracht door de leden en aangeslotenen van de ondertekenende partijen en op alle afgedankte draagbare en industriële batterijen en accu's.

§ 2. De onderscheiding tussen de draagbare batterijen en accu's en de industriële batterijen en accu's wordt uitgevoerd op grond van een beslissingsstructuur vastgelegd door het beheersorgaan en de Dienst.

**Art. 4. § 1.** De overeenkomst bindt de ondertekenende partijen alsmede hun leden en de aangeslotenen.

§ 2. De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe hun leden en aangeslotenen te informeren over de verplichtingen die deze overeenkomst oplegt. De lijst van de gebonden leden en aangeslotenen wordt bijgewerkt en is via e-mail beschikbaar.

§ 3. Ten einde de uitvoering van het geheel of een gedeelte van hun verplichtingen over te dragen aan het beheersorgaan ondertekenen de leden en aangeslotenen een toetredingsvereenkomst met dat orgaan. De toetredingsvereenkomst bepaalt de rechten en verplichtingen van de terugnameplichtigen die tot het collectieve systeem ingevoerd voor de uitvoering van de terugnameplicht inzake afgedankte batterijen en accu's toetreden.

§ 4. De toetredingsvereenkomst garandeert uitsluiting van discriminatie of concurrentiële bevoordeling tussen de leden en de aangeslotenen. Administratieve vereenvoudiging wordt hierbij voorzover mogelijk nagestreefd. Het beheersorgaan mag de toetreding van geen enkele terugnameplichtige weigeren die aan de in deze overeenkomst bedoelde terugnameplicht worden onderworpen, behoudens overtuigende motivering en na goedkeuring door de Dienst.

Uiterlijk twee maanden vóór de ondertekening van de eerste toetredingsvereenkomst wordt een model van toetredingsvereenkomst voor advies aan de Dienst voorgelegd. Het advies van de Dienst is dwingend wat betreft de naleving van de bepalingen van die milieubeleidsvereenkomst en van de vigerende regelgeving in milieuzaken. Het beheersorgaan mag van de door de Dienst uitgedrukte aanbevelingen afwijken als het de redenen waarvoor het het advies goedgekeurd door laatstgenoemde niet volgt, behoorlijk rechtvaardigt.

Bij wijziging van de toetredingsvereenkomst wordt het nieuw model minstens 2 maanden vóór de ondertekening van de eerste gewijzigde toetredingsvereenkomst voor advies aan de Dienst voorgelegd. Binnen een termijn van drie maanden na de ondertekening van deze milieubeleidsvereenkomst gaat het begeleidingscomité, zoals ingesteld in artikel 24, na of de bestaande toetredingsvereenkomst met de milieubeleidsvereenkomst overeenstemt.

§ 5. Het beheersorgaan mag een lid of een aangeslotene bij het collectieve systeem uitsluiten wegens ernstige tekortkoming aan zijn verplichtingen. De modaliteiten worden in de toetredingsvereenkomst uitgelegd.

§ 6. Het beheersorgaan is gehouden aan de verplichtingen opgelegd aan de terugnameplichtigen, leden of aangeslotenen bij het beheersorgaan, overeenkomstig artikel 4, § 1, derde lid, van het besluit.

§ 7. De leden en de aangeslotenen verbinden zich ertoe geen batterijen en accu's op de Waalse markt te brengen waarvoor geen enkele milieubijdrage is betaald of waarvoor geen enkel daadwerkelijk terugnamesysteem is aangetoond.

### HOOFDSTUK II. — Preventie

**Art. 5. § 1.** Het beheersorgaan, de organisaties, de leden en de aangeslotenen bij de milieubeleidsvereenkomst verbinden zich ertoe om kwalitatieve en kwantitatieve preventiemaatregelen te treffen.

§ 2. De overeenkomstig dit artikel ingevoerde preventiemaatregelen maken deel uit van het in artikel 15 bedoelde preventieplan. De initiatieven die de kwalitatieve en kwantitatieve preventie bevorderen, slaan met name op:

- de duidelijke en actieve communicatie ten opzichte van de verbruikers en fabrikanten van apparaten over het soort batterijen en accu's dat binnen hun gamma het meest geschikt lijkt voor bepaalde toepassingen, rekening houdende met de technische kenmerken van de batterijen en accu's en van de toepassingen;

- de sensibilisering over het gepaste gebruik van de batterijen en accu's om hun levensduur te optimaliseren;

- de verhoging van de gemiddelde kwaliteit van de op de markt gebrachte batterijen en accu's wat betreft met name hun levensduur, hun doeltreffendheid en de bewaringstermijnen.

§ 3. Het beheersorgaan, de organisaties, de leden en de aangeslotenen bij de milieubeleidsvereenkomst verbinden zich ertoe om de ontwikkeling van relevante en doeltreffende indicatoren voor de kwalitatieve en kwantitatieve preventiemaatregelen te bevorderen.

§ 4. Het preventieplan maakt het voorwerp uit van een jaarlijkse beoordeling door het in artikel 24 bedoelde Begeleidingscomité op grond van de indicatoren en resultaten; indien het relevant is, zal het in overleg met alle partijen aangepast worden.

#### HOOFDSTUK III. — *Informatie en sensibilisering*

**Art. 6.** § 1. Ten einde de doelstellingen van deze overeenkomst te bereiken verbindt het beheersorgaan er zich toe informatie- en sensibiliseringscampagnes op te starten over de terugnameplicht inzake draagbare en industriële batterijen en accu's.

De sensibiliseringscampagnes zijn voor alle consumentengroepen bestemd, beogen de bevordering van het gepaste gebruik van de batterijen en accu's en zijn bestemd om met name:

- de aankoop van batterijen en accu's te voorkomen door het gebruik van uitrustingen die met milieuvriendelijkere energiebronnen functioneren;
- oplaadbare batterijen en accu's te gebruiken, die in veel toepassingen het meest geschikt zijn.

§ 2. De intensiteit, de vorm en de inhoud van de informatie- en sensibiliseringscampagnes worden aangepast in functie van de behaalde resultaten. Het beheersorgaan zorgt ervoor via informatiecampagnes dat de eindgebruikers volkomen geïnformeerd worden over:

- a) de mogelijke effecten van de in genoemde batterijen en accu's gebruikte stoffen op het leefmilieu en de gezondheid van de mens;
- b) het belang om de afval van batterijen en accu's niet als ongesorteerde huishoudafval te verwijderen en om deel te nemen aan de gescheiden inzameling met het oog op een vlotte verwerking en recycling;
- c) de inzamelings- en recyclingsystemen die hen ter beschikking gesteld worden;
- d) de rol die ze te vervullen hebben bij de recycling van afval van batterijen en accu's;
- e) de betekenis van het symbool van de doorgestreepte vuilnisbak op wieljes en van de chemische symbolen Hg, Cd en Pb.

§ 3. De Dienst wordt betrokken bij de projecten voor informatie- en sensibiliseringscampagnes met een regionaal of federaal bereik, vanaf de totstandkoming ervan.

De campagneprojecten worden voor advies aan de Dienst voorgelegd, die zich overeenkomstig artikel 22 uitspreekt. Het advies van de Dienst is dwingend wat betreft de naleving van de bepalingen van die milieubeleids-overeenkomst en van de vigerende regelgeving in milieuzaken. Indien de informatie- en sensibiliseringscampagnes niet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst of nadelig zijn voor het gewestelijke beleid of voor de door het Gewest gevoerde campagnes van algemeen nut, moeten de organisaties de bovenvermelde campagnes dienovereenkomstig aanpassen.

Behalve andersluidende beslissing van het in artikel 24 bedoelde begeleidingscomité worden sensibiliseringscampagnes enerzijds voor de draagbare batterijen en accu's en anderzijds voor de industriële accu's georganiseerd.

§ 4. De eindverkooper moet in elk verkooppunt op een zichtbare plaats in een bericht met als opschrift "TERUGNAMEPLICHT" aangeven hoe hij aan zijn verplichtingen voortvloeiend uit het besluit voldoet en hoe de koper van zijn afvalstoffen kan ontdoen. De informatieplicht voor de consument geldt ook tijdens een buiten een verkooppunt georganiseerde verkoop. Het sensibiliseringsmaterieel ter beschikking gesteld door het beheersorgaan behoeft het voorafgaandelijk advies van de Dienst.

§ 5. Elke campagne wordt minstens jaarlijks beoordeeld door het in artikel 24 bedoelde begeleidingscomité.

§ 6. Het beheersorgaan verbindt zich ertoe om zijn informatie- en sensibiliseringscampagne minstens in de officiële talen van het Gewest te organiseren.

#### HOOFDSTUK IV. — *Inzameling van afgedankte batterijen en accu's*

##### *Afdeling 1. — Inzameling van afgedankte batterijen en accu's*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Deze overeenkomst wordt uitgevoerd met het oog op de maximale inzameling van afgedankte draagbare batterijen en accu's voortvloeiend uit de draagbare batterijen en accu's die in het Waalse Gewest op de markt zijn gebracht of die door de leden of aangesloten voor eigen gebruik binnen hun bedrijf (bedrijven) zijn ingevoerd om minstens de doelstellingen van het besluit te bereiken.

§ 2. Het beheersorgaan zorgt voor de terugname van alle afgedankte draagbare batterijen en accu's die overeenkomstig dit artikel zijn ingezameld.

De algemene inzamelingsstrategie en de inzamelingslogica maken noodzakelijk deel uit van het preventie- en beheersplan zoals bepaald in artikel 15.

§ 3. De inzamelingsorganisatie is gesteund op een netwerk van inzamelpunten samengesteld uit detailhandelaars, scholen, besturen, beroepsgebruikers, containerparken of andere inzamelpunten. De inzamelpunten worden bij het beheersorgaan geregistreerd.

§ 4. Het beheersorgaan stelt de bijgewerkte lijst van de geregistreerde inzamelpunten elektronisch ter beschikking van de Dienst. Elke weigering om een inzamelpunt te registreren, moet bij de verzoeker gemotiveerd worden en de weigeringsredenen moeten door de Dienst voorafgaandelijk goedgekeurd worden. De lijst met de geweigerde inzamelpunten wordt elektronisch ter beschikking gesteld van de Dienst.

§ 5. Het beheersorgaan stelt de gegevens van het afvalregister van alle inzamelpunten over de bij die inzamelpunten ingezamelde afval van draagbare batterijen en accu's elektronisch ter beschikking van de Dienst.

§ 6. Het beheersorgaan verbindt zich ertoe alle afgedankte draagbare batterijen en accu's die ingezameld zijn door de in het Gewest aanwezige inzamelpunten alsook in instellingen vergund om elektrische of elektronische toestellen of buiten dienst gestelde voertuigen te ontmantelen of te ontsmetten, regelmatig gratis in te zamelen of te laten inzamelen.

§ 7. Onverminderd de wettelijke opdrachten van de gemeenten en publiekrechtelijke rechtspersonen inzake het beheer van de huishoudelijke afvalstoffen kan het beheersorgaan voor een bepaalde duur pilotprojecten uitvoeren om alternatieve inzamelingsscenario's uit te zoeken die voor elke betrokken partij gunstig zijn en die efficiënt zijn in termen van kosten en resultaten om het inzamelingspercentage van de afval van draagbare batterijen en accu's te verhogen. Dergelijke pilotprojecten worden eerst ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd. Aan het einde van een periode die door een pilotproject gedekt is, wordt een evaluatieverslag opgemaakt. Op basis van dit verslag kan het beheersorgaan het pilotproject uitbreiden, mits voorafgaande goedkeuring door de Dienst.

§ 8. Het beheersorgaan verbindt zich ertoe alle inzamelrecipiënten die ter beschikking van de verbruikers gesteld worden, op te halen en te behandelen zodra ze buiten dienst zijn.



**Art. 8. § 1.** Indien het beheersorgaan een beroep wil doen op de publiekrechtelijke rechtspersonen moet het met hen een contract sluiten op grond van een modelcontract dat door het beheersorgaan is bepaald en ter goedkeuring aan de Dienst is voorgelegd.

§ 2. Het contract bepaalt minstens de volgende bestanddelen:

- de nadere regels voor de toegang tot en de kosteloze opslag van de afval van draagbare batterijen en accu's door de eindgebruiker;
- de bereikbaarheid van de inzamelpunten;
- de frequentie en de wijze van inzameling van de afval van draagbare batterijen en accu's in de inzamelpunten;
- de regeling van de vergoeding van de inzamelpunten, met inbegrip van de betaling van de kosten voor de infrastructuur en de werking van de containerparken;
- de terbeschikkingstelling door het beheersorgaan van de containers voor de voorlopige opslag van de ingezamelde afval van draagbare batterijen en accu's;
- de transparantie van het inzamelsysteem via een statistische opvolging van de bewegingen.

#### *Afdeling 2. — Inzameling van afgedankte industriële batterijen en accu's*

**Art. 9. § 1.** Overeenkomstig Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's vertrouwen de houders van afgedankte batterijen en industriële loodaccu's de inzameling ervan toe aan erkende ophalers of vervoerders of aan vergunde verwerkingsbedrijven, hierna "operatoren" genoemd.

De houders en de operatoren bepalen contractueel de vergoeding van de inzamelings- en verwerkingskosten ten laste van de houders. Het contract houdt rekening met de eventuele ontvangsten die zouden kunnen voortvloeien uit de terugname van de afvalstoffen door de operatoren.

§ 2. Het beheersorgaan sluit met de operatoren bedoeld in § 1 een handvest dat het het beheersorgaan mogelijk maakt de aldus verwijderde hoeveelheden afgedankte batterijen en industriële loodaccu's te kennen en de Dienst een ter zake doend verslag over te maken.

§ 3. Een type-handvest wordt ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd.

Dat handvest bevat minstens de volgende gegevens:

- de criteria betreffende de economische, technische en financiële draagkracht;
- de bevestiging dat de operator over alle vereiste administratieve vergunningen beschikt om het contract uit te voeren;
- de volledige overeenstemming met de milieuregelgeving;
- de bestaande recyclingdoelstellingen en de eventuele verwerkingsnormen;
- de bepaling dat de inzamelings- en verwerkingskosten ten laste zijn van de houders;
- de rapportageprocedures voor de ingezamelde en verwerkte hoeveelheden om het het beheersorgaan mogelijk te maken een verslag uit te brengen aan de Dienst overeenkomstig deze overeenkomst;
- de bekrachtigingsprocedures voor de verstrekte gegevens.

§ 4. Het beheersorgaan maakt de Dienst een lijst van alle operatoren met wie ze een handvest heeft gesloten, over.

§ 5. In afwijking van § 1 kan het beheersorgaan in de ontwikkeling van een gezamenlijk terugnamesysteem van de andere industriële batterijen en accu's voorzien.

#### *HOOFDSTUK V. — Verwerking en recyclage van de batterijen en accu's*

**Art. 10.** Doelstellingen inzake verwerking en recyclage

§ 1. De afval van ingezamelde batterijen en accu's dienen verwerkt te worden overeenkomstig de geldende wet- en regelgeving op het tijdstip van de verwerking, overeenkomstig de administratieve vergunningen van de verwerkingsoperatoren en, in voorkomend geval, overeenkomstig het in artikel 12 bedoelde bestek of het handvest waarvan sprake in artikel 9.

§ 2. De verwerking van materialen en bestanddelen moet minstens de in dit besluit bedoelde recyclagedoelstellingen bereiken.

§ 3. Als afgedankte batterijen en accu's uitgevoerd worden, worden de verwerkende sector en de bereikte percentages in termen van recyclage, valorisering en verwijdering bekrachtigd door een onafhankelijk controlebureau dat geaccrediteerd is op grond van de norm ISO 17020.

§ 4. Het beheersorgaan kan voor een beperkte duur pilootprojecten uitvoeren om te zoeken naar alternatieve verwerkingsscenario's die gunstig zijn voor alle betrokken partijen en die doeltreffend zijn in termen van kosten en resultaten om een zo goed mogelijk evenwicht te vinden tussen preventie, leefmilieu en beheer van de afvalstoffen van batterijen en accu's. Dergelijke pilootprojecten worden vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan de Dienst. Op het einde van de periode waarin een pilootproject loopt, wordt er een evaluatieverslag opgesteld. Op basis van dat verslag kan het beheersorgaan het pilootproject na goedkeuring door de Dienst veralgemenen.

§ 5. De recyclagedoelstellingen worden jaar na jaar beoordeeld door het Begeleidingscomité waarvan sprake in artikel 24. Op basis van deze beoordeling kunnen de voorstellen voor de aanpassing van het recyclagepercentage rekening houdende met de beste beschikbare technologie die geen overdreven kosten als gevolg heeft, aan de Minister voorgelegd worden.

#### *HOOFDSTUK VI. — Gunning van de contracten betreffende het beheer van de batterijen en draagbare en industriële accu's*

**Art. 11.** Toewijzing van contracten aan de operatoren voor de inzameling en de verwerking van de draagbare batterijen.

Voor de opdrachten van inzameling en sortering van de afval van draagbare batterijen en accu's enerzijds en van verwerking van die afval anderzijds worden afzonderlijke bestekken en contracten opgesteld.

Als de overeenkomst gevolgen heeft op de uitvoering van de contracten die met de operatoren zijn gesloten, verbindt het beheersorgaan zich ertoe om over de nodige wijzigingen van het contract te goeder trouw te praten met de betrokken operatoren en om het contract bijgevolg aan te passen.

**Art. 12.** Gunningsprocedure van de beheersopdrachten van de draagbare batterijen

§ 1. De gunning van de contracten voor de inzameling en de verwerking van de draagbare batterijen en accu's gebeurt op grond van bestekken en vooraf door de Dienst goedgekeurde procedures die het toepasselijke privé-recht, de gelijke behandeling, de transparantie, de concurrentieregels, de regelgeving en de fundamentele beginselen van het Europese recht inzake leefmilieu naleven. De bestekken worden aan de Dienst ter goedkeuring voorgelegd binnen zes maanden na de handtekening van deze overeenkomst.

§ 2. In dit kader en in dat opzicht past het beheersorgaan de volgende principes toe:

1. de contracten worden gesloten volgens de beginselen van een procedure voor een algemene of beperkte offerteaanvraag. Indien het beheersorgaan het contract volgens een procedure voor beperkte offerteaanvraag wil sluiten, moet die beslissing met redenen omkleed zijn;

2. bij een beperkte procedure raadplegen de beheersorganen de operatoren die opgenomen zijn in een lijst die vooraf ter advies is overgemaakt aan de Dienst. Bij het opstellen van die lijst leven ze de doelstellingen na die het Gewest heeft vastgelegd en gaan ze na of de operatoren en hun onderaannemers die buiten de Europese Unie gevestigd zijn, dezelfde internationale arbeidsnormen naleven die zijn vastgesteld door de Internationale Arbeidsorganisatie, zelfs als de overeenkomsten die die normen opleggen, niet zijn geratificeerd door de Staat waar de arbeid verricht wordt. De door de operatoren uitgevoerde processen worden zodanig omschreven dat het bereiken van de doelstellingen van de richtlijn en van de Europese eisen inzake de berekening van de recyclagerendementen wordt bewezen. Het beheersorgaan richt elk verzoek om inlichtingen van de Dienst aan de potentiële operatoren. Het advies van de Dienst is dwingend wat betreft de naleving van de bepalingen van die milieubeleidsovereenkomst en van de vigerende regelgeving in milieuzaken;

3. De procedures voor de gunning van de contracten worden omschreven in een document dat is vastgelegd door het beheersorgaan dat vooraf ter goedkeuring aan de Dienst is voorgelegd en dat door elke belanghebbende op eerste verzoek in het Frans kan worden ingezien. Dat document bepaalt met name de minimale selectiecriteria voor de economische, technische en financiële draagkracht van de kandidaten, de termijnen voor de indiening van de kandidaturen en de offertes, de nadere bekendmakingsregels, de uitsluitingscriteria, de vereiste attesten en typedocumenten, de weging van de gunningscriteria en alle andere gegevens die door het beheersorgaan relevant worden bevonden;

4. Het beheersorgaan treft de nodige maatregelen om zich te vergewissen van de economische, technische en financiële draagkracht van de kandidaten en voorziet daartoe in de selectiecriteria.

Bij algemene procedure zorgt het beheersorgaan ervoor dat de inschrijvers de door het Gewest vastgelegde doelstellingen naleven en gaat ze na of de kandidaten en hun onderaannemers die buiten de Europese Unie gevestigd zijn, de internationale arbeidsnormen naleven die zijn vastgesteld door de Internationale Arbeidsorganisatie, zelfs als de overeenkomsten die die normen opleggen, niet zijn geratificeerd door de Staat waar de arbeid verricht wordt. De lijst van de kandidaten omschrijft het door hen uitgevoerde proces, zoals bepaald in punt 2. Het beheersorgaan maakt de kandidaten elke informatieaanvraag die de Dienst heeft ingediend, over. Het advies van de Dienst is dwingend wat betreft de naleving van de bepalingen van die milieubeleidsovereenkomst en van de vigerende regelgeving in milieuzaken;

5. de bestekken vermelden minstens als gunningscriteria de prijs, de technische waarde van de inhoud van de offerte, met inbegrip van de milieuperformantie van de gezamenlijke prestaties, alsmede de kwaliteit van de dienstverlening. Ze bepalen duidelijk de weging van de criteria.

De technische waarde van de offerte voor de verwerking overweegt onder andere de hiërarchie tussen de preventie, de recyclage en de valorisering, de kwaliteit van de verwerking, de energie-efficiëntie en de minimalisering van de te verwijderen residuair afvalstoffen.

De aankondigingen van opdrachten en bestekken bevatten de uitdrukkelijke bepaling dat de contracten enkel gegund zullen worden aan de gegadigden die over alle vereiste administratieve vergunningen beschikken om het contract uit te voeren, geheel in overeenstemming met de milieuregelgeving;

6. het beheersorgaan zorgt ervoor dat voldoende ruchtbaarheid wordt gegeven aan zijn oproepen tot het indienen van een offerte. Hoe dan ook zorgt het ervoor dat zijn oproepen tot het indienen van een offerte op adequate wijze worden bekend gemaakt via de verspreiding van de hoofdkenmerken van de opdracht en een omschrijving van de gunningsprocedure.

Het moet ervoor zorgen dat elke potentiële gegadigde over de nuttige en identieke inlichtingen beschikt om zijn kandidatuur in te dienen en zijn offerte uit te werken. Daartoe worden aanvullende gegevens die aan één gegadigde bekend worden gemaakt na overmaking van het bestek, eveneens aan de andere gegadigden medegedeeld als sommige gegevens van belang zijn voor het opstellen van de offertes of verband houden met een interpretatie van het bestek;

7. het beheersorgaan behandelt de verschillende gegadigden op gelijke voet;

8. het beheersorgaan mag de inlichtingen die het gekregen heeft in het kader van de oproep tot het indienen van offertes niet voor andere doelen gebruiken dan die waarvoor ze zijn medegedeeld;

9. het contract wordt toegewezen op grond van toewijzigingscriteria en nadere regels die in het bestek vermeld zijn, nadat is nagegaan of de gegadigden geschikt zijn overeenkomstig de eventuele selectiecriteria. Het contract wordt toegewezen aan de kandidaat die de meest interessante regelmatige offerte heeft ingediend;

10. de keuze van de operatoren wordt ter advies aan de Dienst medegedeeld, samen met een gemotiveerd verslag, gegrond op de gunningscriteria van de opdracht, opgesomd in het bestek;

11. elke gegadigde heeft het recht inzage te krijgen in het verslag ter beoordeling van zijn offerte;

12. elke significante wijziging van de voorwaarden van de gesloten contracten wordt vooraf door de Dienst goedgekeurd;

13. indien er een belangenconflict bestaat voor een persoon die bij de beoordeling van de offertes, de opvolging van de gunningsprocedure en/of de beslissing tot gunning van een opdracht betrokken is, moet die persoon zich bij het sluiten van dat contract afzijdig houden.

§ 3. Er wordt een comité ter begeleiding van de gunning van de opdrachten opgericht. Het bestaat uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van het Gewest en het beheersorgaan. Het krijgt de verslagen van elke belangrijke stap in de procedure voor de gunning van de contracten - kennisname van de kandidaturen, kennisname van de offertes, beoordeling van de slotoffertes en gunning van de opdrachten-, opgesteld door het beheersorgaan of het uitvoeringsorgaan en gaat na of er geen concurrentievervalsing in het spel is. Het brengt eenparig en voor gunning van de contracten advies over de inachtneming van de gunningsprocedure uit aan de beslissingsorganen van het beheersorgaan. Bij gebrek aan eenparigheid kan elk lid van de Commissie zijn bemerkingen opperen, die bij het advies worden gevoegd. Dat advies wordt uitgebracht binnen één maand volgend op het aangetekend schrijven van het beheersorgaan waarbij de leden van de commissie samengeroepen worden. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 4. Elke wijziging in het verwerkingsproces na de gunning van de contracten wordt eerst aan de Dienst medegedeeld. Als die wijziging potentiële gevolgen heeft op de recyclageresultaten wordt de voorgestelde wijziging ter advies aan de Dienst voorgelegd.

Het beheersorgaan richt elke informatieaanvraag van de Dienst aan de operatoren. De operatoren moeten binnen vijftien dagen antwoorden.

§ 5. Wanneer de Dienst bij de gunningen van opdrachten een advies moet uitbrengen, spreekt hij zich uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het verzoek. Bij gebrek aan beslissing of advies na die termijn zet het beheersorgaan de procedure voort. Wanneer de Dienst bij aangetekend schrijven aanvullende inlichtingen vraagt wordt de termijn met maximum één maand verlengd vanaf de ontvangst van de aangevraagde inlichtingen. Indien overeenstemming uitblijft, wordt het geschil voorgelegd aan de geschillencommissie, overeenkomstig artikel 25.

§ 6. Indien het beheersorgaan op grond van artikel 9, § 4, een gezamenlijk inzamelingssysteem organiseert voor de industriële batterijen, volgt de gunning van opdrachten dezelfde regels als die bepaald in artikel 12, §§ 1 en 2.

Het gezamenlijke systeem moet doorzichtig zijn en voor de handhaving van een open systeem voor alle actoren zonder concurrentievervalsing zorgen.

#### HOOFDSTUK VII. — *De beheersinstelling*

##### **Art. 13.** Statuut van het beheersorgaan

§ 1. De organisaties of hun leden richten één of meer beheersorganen op in de vorm van (een) vereniging(en) zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, zoals gewijzigd, waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

§ 2. Minstens één mandaat van waarnemer in de raad van bestuur van het beheersorgaan is beschikbaar voor de gezamenlijke organisaties die de verdeling vertegenwoordigen.

##### **Art. 14.** De beheerstaken

§ 1. Het beheersorgaan is belast met alle beheerstaken die nodig zijn voor de uitvoering van deze overeenkomst.

§ 2. Het beheersorgaan verbindt zich ertoe in alle transparantie naar de doelstellingen van het besluit te streven, meer bepaald ten opzichte van de Dienst en van de Minister, maar met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de gegevens van de individuele ondernemingen.

3. Als permanente waarnemer van het Waalse Gewest woont de Dienst alle vergaderingen bij van de raad van bestuur van het beheersorgaan en van de algemene vergaderingen van laatsgenoemde overeenkomstig de betrokken statutaire bepalingen voor de gewone leden van de beslissingsorganen. De notulering van die vergaderingen wordt steeds binnen de maand aan de Dienst overgemaakt.

§ 4. Het beheersorgaan probeert de logica en de administratieve procedures te vereenvoudigen en te harmoniseren. Alle betrokken actoren mogen hun adviezen geven in verband met de nadere werkingsregels van het beheersorgaan. Daarnaast werkt het beheersorgaan vereenvoudigde aangiftemodaliteiten uit voor invoerders die slechts sporadisch batterijen en accu's op de markt brengen.

§ 6. Het beheersorgaan gaat een verzekering aan ter dekking van de contractuele en extra-contractuele aansprakelijkheid die uit elke activiteit kan voortvloeien.

§ 7. Het beheersorgaan richt een overlegplatform in om problemen te bespreken die te maken hebben met preventie, inzameling en verwerking van batterijen en accu's. Dit overlegplatform verenigt alle ondertekenende partijen en de representatieve verenigingen van de actoren die actief zijn in het op de markt brengen, de inzameling en de verwerking van de afval van batterijen en accu's zodat ze problemen kunnen bespreken die te maken hebben met de uitvoering van deze overeenkomst. Het platform vergadert minstens één keer per jaar op grond van een vooraf opgemaakte agenda. Alle betrokken actoren kunnen punten toevoegen aan de agenda. Alle partijen krijgen de notulen toegestuurd binnen de 15 dagen na de vergadering.

§ 8. In ieder geval moet het advies of de goedkeuring van de Dienst aangevraagd worden op grond van in het Frans opgemaakte documenten.

§ 9. Het beheersorgaan is verantwoordelijk voor het archiveren van het geheel van het registratiesysteem van de operationele informatie. De gegevens worden tijdens minstens 5 jaar behouden.

##### **Art. 15.** Het preventie- en beheersplan.

§ 1. Het beheersorgaan werkt een meerjarig preventie- en beheersplan uit voor de duur van de onvreemkomst dat het in twee exemplaren ter goedkeuring aan de Dienst voorlegt, uiterlijk binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van deze overeenkomst.

Het beheersorgaan legt jaarlijks een actualisering voor het volgende kalenderjaar en vóór 1 oktober ter goedkeuring voor.

§ 2. Het preventie- en beheersplan bevat op zijn minst :

- de maatregelen getroffen om de organisaties, de leden en de aangeslotenen bij deze overeenkomst op de hoogte te brengen van hun verplichting;
- de maatregelen die door de organisaties, leden en aangeslotenen worden getroffen om aan hun verplichtingen te voldoen;
- de in artikel 5 bedoelde preventiemaatregelen;
- de in artikel 6 bedoelde informatie- en sensibiliseringsmaatregelen;
- de doelstellingen, de strategie en de logica waarin wordt voorzien om de inzameling en de verwerking van de afval van batterijen en accu's te optimaliseren;

- de opvolgingsmethode van de inzameling en de verwerking van de afval van batterijen en accu's met inbegrip van de modaliteiten voor de opmaking van het in artikel 17 bedoelde jaarlijkse verslag;
- de in artikel 19 bedoelde voorbegroting.

Het preventie- en beheersplan moet minstens in afzonderlijke bepalingen voorzien voor enerzijds de draagbare batterijen en accu's en anderzijds de industriële batterijen en accu's.

In voorkomend geval kan het beheersorgaan ook een bijzonder actieplan voor de K.M.O.S opmaken.

**Art. 16.** De jaarlijkse uitvoeringsplannen en de monitoring van de gegevens.

§ 1. Het beheersorgaan verbindt zich ertoe het preventie- en beheersplan uit te voeren. Daartoe maakt het een jaarlijks uitvoeringsplan op dat het uiterlijk op 1 oktober van elk jaar voor de toepassing ervan ter goedkeuring aan de Dienst voorlegt.

§ 2. In samenwerking met de Dienst beoordeelt het beheersorgaan jaarlijks de doelen inzake preventie, inzameling, hergebruik en verwerking bepaald in deze milieubeleidsvereenkomst en stelt het maatregelen voor die opgenomen moeten worden in het beheersplan, rekening houdende met meer bepaald :

- de ten gevolge van de uitvoering van de overeenkomst geboekte resultaten;
- de technologische vooruitgang;
- de nieuwe wettelijke en regelgevende bepalingen.

§ 3. Het beheersorgaan moet beschikken over een monitoringssysteem van de gegevens betreffende de inzameling, de sortering en de verwerking van de afgedankte batterijen en accu's.

Het beheersorgaan zorgt ervoor dat het monitoringssysteem controleerbaar en toegankelijk is voor de Dienst. Dit monitoringssysteem moet het de Dienst mogelijk maken nauwkeurig verslag uit te brengen aan de Europese Commissie overeenkomstig de bepalingen van richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's.

§ 4. Het beheersorgaan moet beschikken over een registratiesysteem van de gegevens m.b.t. de aangeslotenen en het op de markt brengen van batterijen en accu's.

Dit registratiesysteem moet het de Dienst mogelijk maken nauwkeurig verslag uit te brengen aan de Europese Commissie overeenkomstig de bepalingen van richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's.

**Art. 17.** Rapportering

§ 1<sup>er</sup>. Het jaarverslag

Het beheersorgaan maakt de Dienst een jaarverslag over binnen drie maanden na het einde van het betrokken kalenderjaar. Het verslag bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- de uitvoering van het preventie- en beheersplan tijdens het afgelopen jaar;
- de gegevens betreffende de inzameling en de verwerking en meer bepaald :
  - \* de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogram, per chemisch systeem en in aantallen, batterijen en accu's die op de markt werden gebracht door de leden en de aangeslotenen;
  - \* een beoordeling van de gemiddelde samenstelling, minstens per stof, voor de producten die op de markt zijn gebracht door de leden en de aangeslotenen, evenals van de gebruikte gevaarlijke stoffen en componenten;
  - \* de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogram en aantallen, afval van batterijen en accu's die ingezameld zijn in het kader van de terugnameplicht, per inzamelkanaal;
  - \* de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid afval van batterijen en accu's toevertrouwd aan de inrichtingen erkend voor de verwerking ervan, per type verwerking en per categorie;
  - \* een lijst van de inzamelings- en verwerkingsoperatoren die de inzameling van de afval batterijen en accu's waargenomen hebben;
  - \* de wijze en de plaats van verwerking van de afval van batterijen en accu's per verwerkingsproces, met inbegrip van de kwalitatieve en kwantitatieve omschrijving van de handelingen. De beschrijving van het verwerkingsproces begint op het moment waarop de afvalstoffen worden ontvangen en geregistreerd en eindigt met een beschrijving van de materialenstromen voortvloeiend uit de laatste verwerkingsfase die nodig is om ervoor te zorgen dat de materialenstromen als grondstof voor de (primaire) industrie dienen of dat ze hoofdzakelijk als brandstof worden gevaloriseerd. Dit is tegelijkertijd van toepassing op de stappen van het proces die binnen de organisaties plaatsvinden en op de stappen die eventueel uitgevoerd worden bij duidelijk geïdentificeerde derden. Indien bepaalde materialenstromen niet meer gebruikt kunnen worden, eindigt de beschrijving van het proces door een beschrijving van de samenstelling van de afvalstromen die gestort of verbrand moeten worden en van de plaats van de eindverwerking. Die beschrijvingen en schema's moeten hetgeen volgt duidelijk beschrijven :
    - welke methoden (processen) worden gebruikt;
    - welke zijn de tussen- en eindfracties;
    - welke zijn de percentages voor elke fractie met vermelding van hun toepassing (nieuwe invoering in het verwerkings-, recycling-, hergebruik- en valorisatieproces, enz.) en hun bestemming;
    - de wijze waarop die percentages worden berekend en bepaald;
    - welke verwerkingsfase wordt uitgevoerd door de operator met wie het beheersorgaan een contract heeft gesloten en welke fase wordt eventueel onderbehandeld door die operator;
    - de plaats waar elke verwerkingsfase plaatsvindt;
    - de winningsmethode van de eventuele verontreinigende stoffen - Cd, Hg -,...;
  - \* een lijst van de gecontroleerde leden waaronder een beoordelingsverslag van de uitgevoerde controles wordt elektronisch ter beschikking gesteld;
    - het financiële beheer overeenkomstig de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen;
    - de andere bepalingen van het preventie- en beheersplan.

Een gescheiden rapportage wordt verricht voor de industriële batterijen en accu's en voor de draagbare batterijen en accu's overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 2.

## § 2. Bekrachtiging en controles

De gegevens in verband met de inzameling en de verwerking vermeld in het jaarverslag, en waarvan melding wordt gemaakt in de overeenkomst, worden bekrachtigd door een onafhankelijke controle-instelling die vergoed wordt door het beheersorgaan en die opgenomen is op een lijst goedgekeurd door de Dienst. De onafhankelijke controle-instellingen worden op basis van norm ISO 17020 geaccrediteerd.

Binnen de zes maanden na ondertekening van de milieubeleidsovereenkomst sluit het beheersorgaan met de onafhankelijke controle instanties contracten over de controle en de certificering van de correcte uitvoering van de recyclagecontracten die de beheersorganen en de verwerkingsoperatoren binden.

Het doel van de controle en de check-list worden vooraf door de Dienst en het beheersorgaan goedgekeurd.

Voor elke verwerkingsoperator voorzien de contracten minstens in één aangekondigde controle om de twee of drie jaar. Naast die aangekondigde controles moet de onafhankelijke controle-instelling eveneens onverwachte controles uitvoeren op verzoek van het beheersorgaan of de Dienst.

De werkingscontracten voorzien in een verhelping en een opzeggingsprocedure bij niet-naleving van de controleregels of als de onafhankelijke controle instantie afwijkingen vaststelt die ruimer zijn dan 10 % ten opzichte van de resultaten medegedeeld door de operator aan de organisaties of het beheersorgaan.

De taak van de onafhankelijke controle-instelling bestaat er onder meer in:

- de technische capaciteiten en de menselijke middelen na te gaan waardoor de verwerkingsoperator kan instaan voor de terugname en de recyclage;
- een nauwkeurige omschrijving te geven van de gebruikte verwerkingsprocédés;
- de eindbestemming na te gaan van de afval van batterijen of accu's, evenals de resultaten die inzake reyclage verkregen zijn bij die bestemmingen en die het voorwerp uitmaakt van het contract tussen de organisaties of het beheersorgaan en de verwerkingsoperator;
- een beoordeling door te voeren van de percentages die bereikt zijn voor het hergebruik en de recyclage van de producten zoals omschreven in artikel 8 van deze overeenkomst;
- het waarheidsgehalte van de cijfers en de technische en financiële gegevens, verstrekt door de operator, nagaan, wat betreft de binnenkomende en uitgaande afvalstoffenbewegingen.

Om haar taak tot een goed einde te brengen, heeft de onafhankelijke controle-instelling toegang tot elke informatie, al dan niet vertrouwelijk, die verband houdt met de uitvoering van het contract gesloten tussen het beheersorgaan en de operator. De controle-instelling is gemachtigd om elke inspectie, monsterneming, meting of analyse door te voeren die nodig zijn voor de zorgvuldige uitvoering van haar taak.

Van elke controle wordt door de onafhankelijke controle-instelling een verslag opgesteld over de gebruikte methodes voor de inspectie, de monsterneming, de metingen, de analyse en de controle, evenals over de aard van de gecontroleerde gegevens. Het verslag brengt een gemotiveerd advies uit over de al dan niet correcte uitvoering van de werkingscontracten, gesloten met de beheersorganen, evenals over het vertrouwelijk karakter van de gegevens overgemaakt door de verwerkingsoperator. De controle-instelling maakt haar verslag over aan de operator, opdat laatstgenoemde zijn bemerkingen kan maken. Die bemerkingen worden bij het verslag gevoegd. Het eindverslag wordt door de onafhankelijke controle-instelling tegelijk verstuurd naar het beheersorgaan en naar de Dienst, uiterlijk drie maanden na de controle. Het eindverslag van elke controle wordt in het jaarverslag opgenomen.

Het beheersorgaan zorgt ervoor dat de externe entiteit die is aangesteld om voornoemde inlichtingen in te zamelen geschikte garanties biedt voor wat betreft het vertrouwelijk karakter van de verwerking en de medegedeelde gegevens. Daartoe wordt een vertrouwelijkheidscontract ondertekend.

De controle door een onafhankelijke controle-instelling moet ervoor zorgen dat kan worden nagegaan of de afval van batterijen en accu's die aan het beheersorgaan zijn toevertrouwd, correct verwerkt worden of de recyclagedoelstellingen zijn bereikt.

Bij de controles moet minstens nagegaan worden of de fracties van de stoffen uit de verwerking daadwerkelijk gerecycled zijn en of de fracties van stoffen niet zijn opgeslagen tijdens een onbepaalde tijd, of verwijderd.

De controle kan met de instemming van de Dienst vereenvoudigd worden voor de verwerkingsites met het certificaat ISO 14.001 of EMAS.

Het beheersorgaan controleert minstens één keer om de drie jaar de gegevens van elke aangeslotene over het op de markt brengen van de batterijen en accu's.

## § 3. Aanvullende bepalingen betreffende de opmaking van de verslagen.

Bij de opstelling van de verslagen stelt het beheersorgaan zich borg voor het vertrouwelijk karakter van de gegevens van de betrokken individuele ondernemingen.

Een beoordeling wordt door de Dienst overgemaakt aan het beheersorgaan uiterlijk twee maanden na de indiening van de jaarverslagen.

### Art. 18. Informatie over de Dienst

§ 1. Het beheersorgaan verstrekt alle inlichtingen die nodig zijn voor de uitvoering van deze overeenkomst aan de Dienst.

§ 2. De Dienst kan elke aanvullende informatie die door beide partijen nuttig worden geacht voor de beoordeling van de te behalen doelstellingen krachtens deze milieuovereenkomst en voor de controle van hun uitvoering van het beheersorgaan eisen. De Dienst stelt zich borg voor het vertrouwelijke karakter van de overgemaakte gegevens.

§ 3. De door de Dienst benoemde controleurs van de terugnameplicht kunnen gemakkelijk en bij voorkeur on line toegang krijgen tot de gegevens die ze nodig hebben en die in handen zijn van het beheersorgaan. Het beheersorgaan sluit eveneens de overeenkomsten met de Dienst en met de andere bevoegde gewestelijke besturen die nodig zijn voor de automatische versturing van sommige verslagen en bepaalde gegevens die ze respectievelijk nodig hebben. Het vertrouwelijk karakter van de gegevens blijft gewaarborgd.

## HOOFDSTUK VIII. — *Financiering*

### Art. 19. De voorbegroting

§ 1. Het beheersorgaan legt een met het besluit overeenstemmende voorbegroting voor de duur van de overeenkomst ter advies aan de Dienst voor uiterlijk zes maanden na de ondertekening van deze overeenkomst.

Het voorziet bovendien in bepalingen die waarborgen dat het systeem tijdens minstens zes maanden blijft functioneren.

§ 2. De voorbegroting bevat minstens de volgende inlichtingen:

- de raming van de kosten van de afvalinzameling en -verwerking, met inbegrip van de eventuele ontvangsten van de recycling;
- de berekening van de milieubijdrage en het model van de beoordeling ervan;
- de wijze waarop de bijdrage geïnd wordt;
- de herzieningsvoorwaarden van de bijdragen;
- de uitgaven i.v.m. de preventiemaatregelen;
- de motivering van de uitgaven, per stap in het beheer van de afval van batterijen en accu's;
- de raming van de kosten van de afvalinzameling en -verwerking, met inbegrip van de eventuele ontvangsten van de recycling;
- de bestemming van eventuele overschotten voor de werking van het systeem;
- de financiering van de eventuele verliezen.

§ 3. Het beheersorgaan legt jaarlijks vóór 1 oktober een geconsolideerde versie van de voorbegroting voor het volgende kalenderjaar ter advies aan de Dienst voor.

§ 4. Elke aanvullende informatie kan door de Dienst mits motivering opgevraagd worden bij het beheersorgaan.

De voorbegroting verdeelt de begroting bestemd voor de draagbare batterijen enerzijds en die voor de industriële batterijen anderzijds.

§ 5. Het beheersorgaan legt jaarlijks vóór 30 juni zijn balansen en resultatenrekeningen van het afgelopen jaar over nadat het die voorafgaandelijk heeft laten bekrachtigen door een bedrijfsrevisor.

#### **Art. 20.** De milieubijdrage

§ 1. Om de activiteiten van het beheersorgaan te financieren, betalen de leden en de aangeslotenen aan dit orgaan een milieubijdrage per batterij of accu bij het op de markt brengen ervan.

Die milieubijdrage wordt bepaald per soort en type batterij en accu.

Het bedrag van die milieubijdrage wordt door het beheersorgaan bepaald rekening houdende met de vermoedelijke kosten van het beheer van elk soort afval van batterijen en accu's.

Die bijdrage is evenwel niet verschuldigd voor batterijen of accu's die in het Waalse Gewest op de markt zijn gebracht en waarvoor de leden of de aangeslotenen het bewijs kunnen leveren dat een inzamelings- en recyclagebijdrage werd betaald aan een inzamelings- en recyclagesysteem opgericht in het kader van een andere Belgische wetgeving.

§ 2. De bepaling van het bedrag van de milieubijdrage maakt deel uit van de voorbegroting. De bestanddelen van de vaststelling en de herziening van de bijdrage worden ter goedkeuring onderworpen aan de Dienst.

§ 3. Het bedrag van de milieubijdrage is jaarlijks herzienbaar.

De herziene bijdragen treden bij voorkeur in werking op 1 juli en uitzonderlijk op 3 januari. De herziene bijdragen worden zes maanden voor hun inwerkingtreding aan de distributiesector medegedeeld. Hoe dan ook wordt er, rekening houdend met de motiveringen die tot uiting komen bij de tariefwijzigingen, om de twee jaar een door een bedrijfsrevisor goedgekeurde motivering uitgewerkt voor alles wat de financieringsbehoeften van het beheersorgaan betreft. Het beheersorgaan en de distributie moeten een akkoord sluiten in verband met de compensatie van de bijdrage op de aanwezige voorraad.

§ 4. De milieubijdragen worden, samen met de vermelding van de bedragen altijd op de factuur tussen professionele uitvoerders aangegeven bij de verkoop van batterijen en accu's.

§ 5. Het beheersorgaan kan te allen tijde door een onafhankelijk kantoor controles laten uitvoeren bij de verdelingskanalen die instaan voor de inzameling van afgedankte batterijen en accu's, om na te gaan of dit artikel zorgvuldig wordt uitgevoerd. De controleprocedure en de betaling van de daarmee verband houdende kosten worden in de aansluitingsovereenkomst vastgesteld.

§ 6. De leden en de aangeslotenen verbinden zich ertoe geen batterijen en accu's op de markt te brengen waarvoor geen enkele milieubijdrage is betaald of waarvoor geen enkel daadwerkelijk terugnamesysteem is aangetoond.

§ 7. Het beheersorgaan beheert de financiële middelen als een goede huisvader. Bij de berekening van de milieubijdragen probeert het beheersorgaan geen overdreven reserves aan te leggen of te handhaven.

§ 8. Met uitzondering van de industriële batterijen betrokken bij het gezamenlijke terugnamesysteem kunnen de industriële batterijen en accu's het voorwerp uitmaken van een administratieve bijdrage die de beheerskosten van het handvest dekt.

### *HOOFDSTUK IX. — Rol van het Gewest*

**Art. 21.** § 1. Onverminderd zijn wettelijke en reglementaire opdrachten zorgt de Dienst voor de opvolging van de overeenkomst.

§ 2. Het Waalse Gewest treft initiatieven ten opzichte van de andere gewestelijke overheden om in de drie Gewesten de regelgeving die van toepassing is inzake de terugnameplicht van batterijen en accu's een te maken, na overleg met de betrokken sectoren.

§ 3. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe na te gaan of de terugnameplicht door alle actoren strikt wordt toegepast en de overtredingen te verbaliseren of te bestraffen.

§ 4. Om de goede uitvoering van deze overeenkomst mogelijk te maken en de initiatieven van de organisaties of het beheersorgaan te ondersteunen, verbindt het Waalse Gewest zich, in voorkomend geval, ertoe in overleg met de betrokken actoren aanvullende regelgevende bepalingen te treffen.

§ 5. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe de milieubeleidsvereenkomst in aanmerking te nemen in de beoordeling van de individuele plannen voor het afvalstoffenbeheer die het voorgelegd krijgt in het kader van de terugnameplicht van de batterijen en accu's.

#### **Art. 22.** Procedure m.b.t. het advies van de Dienst

§ 1<sup>er</sup>. Binnen de gevallen bedoeld bij de milieubeleidsvereenkomst legt het beheersorgaan een aktevoorstel ter advies aan de Dienst voor. De Dienst brengt een met redenen omkleed advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Het beheersorgaan zorgt ervoor rekening te houden met het advies van de Dienst.

§ 2. Bij gebrek aan advies binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 3. De Dienst moet opnieuw geraadpleegd worden indien het beheersorgaan te veel afwijkt van het oorspronkelijke voorstel.

§ 4. Minstens de helft van de termijn van dertig dagen valt buiten de schoolvakantieperiodes. Wanneer de Dienst bij aangetekend schrijven aanvullende informatie vraagt, kan de termijn met vijftien dagen na ontvangst van alle gevraagde inlichtingen verlengd worden.

§ 5. Het aktevoorstel dat ter advies aan de Dienst wordt voorgelegd, wordt in het Frans opgemaakt.

**Art. 23.** Goedkeuringsprocedure door de Dienst

§ 1. Binnen de gevallen bedoeld bij de milieubeleidsovereenkomst legt het beheersorgaan een aktevoorstel ter goedkeuring aan de Dienst voor. De Dienst brengt een met redenen omklede beslissing uit binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Een negatieve beslissing is dwingend wanneer ze behoorlijk met redenen omkleed is overeenkomstig de bepalingen van de milieuregelgeving of deze milieubeleidsovereenkomst. Het beheersorgaan mag zich slechts daartegen verzetten indien het een beroepsprocedure voor de Geschillencommissie overeenkomstig artikel 25 inleidt.

Dit beroep moet slechts ingesteld worden als het gesprek niet tot een akkoord heeft geleid.

§ 2. Bij gebrek aan advies binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van de aanvraag wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 3. Minstens de helft van de termijn van vijfenveertig dagen valt buiten de schoolvakantieperiodes. Wanneer de Dienst bij aangetekend schrijven aanvullende informatie vraagt, kan de termijn met maximum één maand na ontvangst van alle gevraagde inlichtingen verlengd worden.

§ 4. Het aktevoorstel dat ter goedkeuring aan de Dienst wordt voorgelegd, wordt in het Frans opgemaakt.

#### HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

**Art. 24.** Begeleidingscomité

Er wordt een begeleidingscomité opgericht.

Dat Comité bestaat hoe dan ook uit :

- een vertegenwoordiger van de Minister;
- een vertegenwoordiger van FEDERAUTO;
- een vertegenwoordiger van de Dienst;
- een vertegenwoordiger van de FEE;
- een vertegenwoordiger van BEBAT.

Elke vertegenwoordiger mag zich door een plaatsvervanger laten vervangen.

Het begeleidingscomité neemt zijn beslissingen bij consensus en vergadert één keer per kwartaal. Deskundigen kunnen punctueel naar gelang van de agenda uitgenodigd worden.

**Art. 25.** Geschillencommissie

§ 1. In geval van geschil over de uitvoering van de milieubeleidsovereenkomst tussen het beheersorgaan en het Waalse Gewest en wanneer de dialoog niet tot een oplossing van het geschil heeft geleid, wordt een geschillencommissie samengesteld. Die commissie wordt op verzoek samengesteld in functie van de aard van het geschil en telt steeds twee vertegenwoordigers van het Waalse Gewest en twee vertegenwoordigers van de organisaties of het beheersorgaan. De voorzitter wordt na consensus aangewezen door de vier vertegenwoordigers.

§ 2. De beslissingen worden bij consensus genomen. Als er voor het geschil geen enkele oplossing gevonden wordt, wordt er een verslag overgemaakt aan de Minister van Leefmilieu.

**Art. 26.** Looptijd en opzeg van de overeenkomst

De milieubeleidsovereenkomst eindigt op 31 december 2015 en treedt in werking op de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De partijen hebben het recht om de overeenkomst elk ogenblik op te zeggen, mits inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden. De opzegging wordt op straffe van nietigheid bij ter post aangetekend schrijven of bij deurwaardersexploot betekend.

De opzegtermijn gaat in op de eerste dag van de maand na de maand van de betekening.

**Art. 27.** Wijzigingen en verlenging

§ 1<sup>er</sup>. De bepalingen van deze milieubeleidsovereenkomst worden aangepast aan een eventuele wijziging van de Europese regelgeving terzake inzake batterijen en accu's of aan elke andere verplichting voortvloeiend uit het internationale recht.

§ 2. Tijdens de looptijd van de overeenkomst kunnen de partijen wijzigingen aanbrengen en/of toevoegingen doen aan de overeenkomst, overeenkomstig de procedure bepaald bij het Milieuwetboek, Boek I, Deel VI, milieubeleids-overeenkomsten.

De wijzigingen in die overeenkomst gelden enkel indien er een schriftelijk akkoord ondertekend wordt door alle partijen waarbij uitdrukkelijk naar deze overeenkomst verwezen wordt.

§ 3. De overeenkomst kan verlengd worden overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek, Boek I, artikel D.88.

**Art. 28.** Arbitrageprocedure en rechterlijke bevoegdheid

§ 1. Bij een geschil en als de bij artikel 25 ingestelde Geschillencommissie niet tot een akkoord tussen de partijen over het bestaan, de interpretatie en de uitvoering van de overeenkomst heeft geleid, kunnen de partijen kiezen om over de geschillen te laten beslissen overeenkomstig de wetgeving over de arbitrages. Indien er geen eensgezindheid is over de arbitrage, wordt het geschil voorgelegd aan de Rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement van Namen.

§ 2. Indien de partijen voor arbitrage kiezen, is het geschil definitief beslecht overeenkomstig het arbitragereglement CEPINA of elke gelijkgestelde instelling, door scheidsrechters die overeenkomstig het reglement benoemd worden. Het scheidsgerecht bestaat uit drie scheidsrechters. De zetel van de procedure is in Namen gevestigd. De arbitrage vindt plaats in het Frans.

§ 3. In afwijking van § 1 is de arbitrageprocedure niet van toepassing op de geschillen in verband met de facturen. In dat geval hebben de partijen het recht om elke vordering in die zij nuttig achten in te leiden bij de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Namen.

**Art. 29.** Strafbeding

Als het Gewest een overtreding van bovenstaande bepalingen vaststelt, wordt het beheersorgaan daarvan bij aangetekend schrijven in kennis gesteld. Het beheersorgaan maakt binnen twee maanden na de kennisgeving van de vastgestelde overtreding een bijsturingsplan over aan de Dienst.

Als de Dienst het plan verwerpt, deelt hij zijn standpunt mee in een aangetekend schrijven waarin hij de redenen van de weigering opgeeft. Het beheersorgaan moet dan binnen een maand een bijgestuurd plan indienen waarbij rekening wordt gehouden met de opmerkingen van de Dienst, op straffe van een aan de Dienst te betalen boete van 15.000 euro onverminderd het recht voor het Gewest om de in de vigerende wetgeving bedoelde acties aan te spannen.

Tegen de beslissing van de Dienst kan beroep ingesteld worden bij de Minister. De Minister beslist over het beroep binnen een termijn van veertig dagen.

**Art. 30.** Slotbepaling

De milieuovereenkomst is gesloten te Namen op 5 december 2013 en ondertekend door de vertegenwoordigers van elke partij. Elke partij bericht ontvangst van een exemplaar van de overeenkomst.

Namen, 5 december 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

Voor de organisaties :

De Voorzitter,  
De heer Daniel NOE  
De Administrateur,  
De heer Wim WILLEMS

De Voorzitter  
Carl VEYS

Voor het beheersorgaan :

De Voorzitter,  
De heer Yves VAN DOREN  
De Directeur-generaal,  
De heer Peter COONEN

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2014/204664]

**5 DECEMBRE 2013. — Convention environnementale relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de déchets de papiers**

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre Ier du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, tel que modifié;

Considérant qu'il convient d'une part, de responsabiliser progressivement les secteurs à l'origine de la production de déchets de papier et, d'autre part, de favoriser la prévention et le recyclage des vieux papiers en vue de limiter drastiquement leur mise en décharge et leur incinération;

Les parties suivantes :

1. la Région wallonne, représentée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président et M. Philippe Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

ci-après dénommée "la Région";

2. Les organisations représentatives suivantes :

- les Journaux francophones belges, ci-après dénommés J.F.B. en abrégé, rue Bara, 175 à 1070 Bruxelles, représentée par Monsieur Daniel Van Wylick et Monsieur Denis Pierrard,

- The Ppress, sise rue Bara 175, à 1070 Bruxelles, représentée par M. Hans Cools et M. Alain Lambrechts,

- l'Union des Editeurs de la Presse périodique, ci-après dénommée UPP en abrégé, boulevard Edmond Machtens 79, bte 23, à 1080 Bruxelles, représentée par M. Steven Van de Rijt,

ci-après dénommées "les organisations",

Conviennent ce qui suit :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** — *Dispositions générales*

*Section 1<sup>re</sup>.* — *Objet de la Convention*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. La présente convention fixe les modalités d'exécution de l'obligation de reprise des déchets de papiers conformément au chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets.

§ 2. La présente convention vise à :

- responsabiliser les secteurs à l'origine de la production des déchets de papiers au niveau de la prévention et du coût de gestion des vieux papiers.

- améliorer les connaissances à propos des flux de papiers mis sur le marché en Région wallonne;